

RAPPORT ANNUEL 2024
SIENNA ACTIONS
TRANSITION CLIMAT ISR







SOMMAIRE

Synthèse du fonds au 28/03/2024	5
Objectifs et politique d'investissement	6
GESTION FINANCIERE.....	7
Évolution de la valeur liquidative	8
Performances du fonds	8
Analyse du risque	8
Allocation d'actifs.....	9
Répartition sectorielle hors OPC en %.....	9
Répartition géographique hors OPC en %	9
Principaux mouvements du fonds	10
Conjoncture économique	11
Le Mots du gérant	14
Autres informations	16
Pourcentage OPC interne.....	19
Actif moyen	19
Annexe SFDR	30
ETATS FINANCIERS.....	31



Synthèse du fonds au 28/03/2024

DATE D'AGREMENT AMF : 28/06/1990

DUREE RECOMMANDEE DE PLACEMENT :
> 5 ans

FORME JURIDIQUE : FCP/FIVG

FONDS MULTI-PARTS : OUI

CLASSIFICATION : Sans classification Actions

Code ISIN : FR0007460175

DEVISE : Euro

COMMISSAIRE AUX COMPTES :
DELOITTE & ASSOCIES

INDICATEUR DE RISQUE (SRI) : 4

INDICE DE REFERENCE :
100% MSCI EUROPE IMI NR EUR

CHIFFRES CLES

> **Actif net du portefeuille :** 81,55 M€

> **Actif net de la part A :** 81,53 M€
Valeur liquidative de la part A : 595,010 €
+ haut sur 12 mois : 595,010 €
+ bas sur 12 mois : 498,620 €

> **Actif net de la part MC :** 0,02 M€
Valeur liquidative de la part MC : 106,770 €
+ haut sur 12 mois : 106,770 €
+ bas sur 12 mois : 89,670 €

FREQUENCE DE VALORISATION : Quotidienne en cours de clôture

VALORISATEUR : CACEIS

SOCIETE DE GESTION :

SIENNA GESTION
18 rue de Courcelles
75008 Paris
www.sienna-gestion.com

Objectifs et politique d'investissement

TYPE : SIENNA ACTIONS TRANSITION CLIMAT ISR est un Fonds d'Investissement à Vocation Générale (FIVG) de droit français relevant de l'article L. 214-24-24 et suivants du Code Monétaire et Financier sous la forme d'un Fonds Commun de Placement. Ce Fonds a été agréé par l'Autorité des Marchés Financiers le 28/06/1990

DURÉE ET RÉSILIATION (résiliation de l'initiateur) : Le Fonds est créé pour une durée de 99 ans. La Société de Gestion peut décider la dissolution ou la fusion du présent Fonds à son initiative.

OBJECTIFS :

Le Fonds a pour objectif de réaliser, sur sa durée de placement recommandée de 5 ans minimum, une performance nette de frais supérieure à celle de son indicateur de référence le MSCI EUROPE IMI (dividendes réinvestis), en s'exposant aux actions européennes cotées d'entreprises dont le secteur d'activité correspond, selon la société de gestion, à la transition énergétique. La gestion prendra par ailleurs en compte des critères extra-financiers (ESG) lors de la sélection et du suivi des titres.

Caractéristiques essentielles du Fonds :

Stratégie ' Actions ' : Le Fonds est un fonds thématique, axé sur la transition énergétique et le climat, qui se décompose en deux sous-thèmes :

-l'efficacité énergétique est la réduction de la consommation d'énergie ou la consommation d'une énergie plus propre ;

-les énergies renouvelables sont un ensemble de technologies qui permettent de décarboner l'offre d'énergie : éolien, biomasse, solaire, hydrogène. Pour chaque ligne susceptible d'entrer en portefeuille, une estimation de la part de chiffre d'affaires concourant directement ou indirectement à la transition énergétique et écologique est réalisée.

Pour cela les activités d'une entreprise en portefeuille sont classées dans l'une des 8 éco-activités suivantes : Energies propres, Transports durables, Bâtiments verts, Industrie et efficacité énergétique, Technologie de l'information et de la communication, Economie circulaire, Gestion des eaux, Agriculture et gestion des ressources marines. Ainsi, le fonds contribue activement au financement de la transition énergétique et à la croissance verte pour lutter contre le changement climatique. Les valeurs sélectionnées sont classés en valeur de trois types spécifiés dans le prospectus du Fonds, en fonction de leur part de chiffre d'affaires réalisés dans les éco-activités.

La stratégie d'investissement du Fonds respectera la contrainte suivante : Les valeurs de type I, pour au moins 20% et II, pour au moins 55%, représentent au total, au minimum 75% des encours du portefeuille. Les valeurs de type III, dits de diversification représentent 25% maximum des encours du Fonds. La thématique implique de fait naturellement une concentration sectorielle forte, sans toutefois s'interdire d'investir dans d'autres secteurs. Les secteurs prépondérants dans le fonds sont notamment les suivants la construction et ses matériaux de construction (Voir prospectus du Fonds) Le processus de gestion du fonds est en trois étapes : Une première étape de définition de l'univers et d'exclusion ESG comme définis dans la partie Approche Socialement Responsable, processus ESG de SIENNA GESTION. L'univers initial de la thématique a été développé à l'aide de nos partenaires courtiers : principalement Kepler, Exane et Oddo ; Une étape de sélection financière qualitative, basée sur la stratégie des entreprises sélectionnées, l'analyse des ratios financiers, et le développement d'un modèle de valorisation propre à la société de gestion ; Pour chaque entreprise sélectionnée à l'étape précédente, la part de chiffre d'affaire concourant directement ou indirectement à la transition énergétique et écologique est calculée, afin de respecter les contraintes d'exposition aux types I, II et III. Le Fonds détient entre 90% et 100% de ses encours en actions. Il s'agira d'entreprises de toutes capitalisations (grandes, moyennes, petites). Les seuils maximums de capitalisation définis par la société de gestion sont de 4 Milliards d'Euros pour les petites capitalisations et de 20 Milliards d'Euros pour les moyennes capitalisations.

Approche ' Socialement Responsable ' : Le Fonds adopte une gestion Socialement Responsable (SR) dans la sélection et le suivi des titres c'est-à-dire en tenant compte des critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG) des émetteurs. SIENNA GESTION intègre systématiquement les risques en matière de durabilité (ou risques ESG pour les émetteurs privés et les performances ESG pour les émetteurs publics/souverains, dans la construction de ses univers SR. 90% minimum des investissements du Fonds, éligibles à l'analyse extra-financière réalisés en direct et/ou au travers de fonds supports, sont sélectionnés par SIENNA GESTION sur la base de critères ESG. La sélection ESG intervient en amont de l'analyse financière et boursière des gérants dans le cadre du choix des valeurs en portefeuille. Les émetteurs privés (Classes Actions et Taux) sont sélectionnés selon une approche Best in class, consistant à privilégier les émetteurs les mieux notés d'un point de vue extra-financier au sein de leur secteur d'activité. Pour ce faire, SIENNA GESTION s'appuie sur les notations de risque ESG de l'agence Sustainalytics. Aucune modification n'est apportée à cette note.

Stratégie Taux : Le gérant se réserve la possibilité d'investir dans la limite de 10% de l'actif net du fonds dans des OPC de produits de taux constitués soit de produits monétaires, soit d'obligations vertes. Ces obligations vertes financent des projets tels que les énergies renouvelables ou encore l'efficacité énergétique. En investissant dans des obligations vertes, SIENNA GESTION s'assure la possibilité de mesurer la quantité de CO2 évité par million d'euros investis. Le Fonds est exposé au risque de change pour des devises autres que celles de l'Union Européenne dans la limite de 10% de son actif net. La sensibilité au taux d'intérêt varie entre -5 et 5.

Instruments financiers à terme (ou contrats financiers) : Le Fonds peut intervenir sur les marchés réglementés, organisés et de gré à gré via des instruments financiers à terme, afin de couvrir et/ou d'exposer le portefeuille aux risques de change, de taux et actions. Les dérivés n'ont pas vocation à faire dépasser les limites de la fourchette de sensibilité par la poche taux du portefeuille. L'engagement lié à l'utilisation de ces instruments ne peut dépasser 100 % de l'actif net. Le FCP n'a pas recours aux Total Return Swaps.

Affectation des sommes distribuables : Capitalisation.

INVESTISSEURS DE DÉTAIL VISÉS : Le Fonds s'adresse à des investisseurs recherchant une valorisation de leur épargne à long terme, ayant une connaissance théorique des marchés actions tout en acceptant de s'exposer à un risque de variation de la valeur liquidative inhérent à ces marchés. Il pourrait ne pas convenir aux investisseurs qui prévoient de retirer leur apport avant la durée de placement recommandée. Ce produit n'est pas à destination de personnes présentant les caractéristiques d'US Person comme défini dans le Prospectus du Fonds.

DÉPOSITAIRE : BNP PARIBAS SA

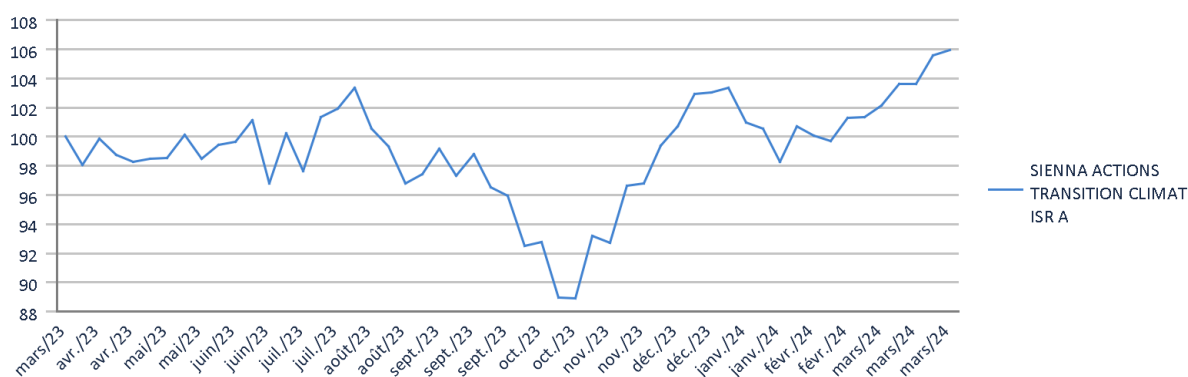
PÉRIODICITÉ DE CALCUL DE LA VALEUR LIQUIDATIVE ET DEMANDES DE RACHAT : Elle est calculée quotidiennement en divisant l'actif net du fonds par le nombre de parts émises sur la base des cours de clôture de chaque jour de Paris (selon le calendrier officiel d'Euronext - Paris SA), à l'exception des jours fériés au sens de l'article L. 3133-1 du Code du travail. Les ordres de souscriptions et de rachats sont effectués sur VL à cours inconnu et sont centralisés chaque jour de calcul de la valeur liquidative (J) jusqu'à 15h00. Ces ordres sont exécutés sur la base de la valeur liquidative de J. Les règlements afférents à ces ordres interviennent à J+2 ouvrés.

Le règlement et les rapports annuels et semestriels du Fonds sont disponibles en français sur le site internet de la société de gestion et gratuitement sur simple demande écrite à l'adresse sienna-gestion@sienna-im.com. La valeur liquidative est disponible sur le site internet de la société de gestion www.sienna-gestion.com

GESTION FINANCIERE

Évolution de la valeur liquidative

Evolution de la VL (Base 100)



La part MC du fonds ne disposant pas encore de données sur une année calendaire complète pour permettre l'affichage de ses performances.

Performances du fonds

PERFORMANCES CUMULEES (en %)

SIENNA ACTIONS TRANSITION CLIMAT ISR A

Indice de référence

	1 an	3 ans	5 ans	10 ans
SIENNA ACTIONS TRANSITION CLIMAT ISR A	5,94	3,49	42,89	55,17
Indice de référence	14,28	27,66	47,75	79,08

PERFORMANCES ANNUALISEES (en %)

SIENNA ACTIONS TRANSITION CLIMAT ISR A

Indice de référence

	1 an	3 ans	5 ans	10 ans
SIENNA ACTIONS TRANSITION CLIMAT ISR A	5,94	1,15	7,40	4,49
Indice de référence	14,28	8,48	8,12	6,00

PERFORMANCES ANNUELLES (en %)

SIENNA ACTIONS TRANSITION CLIMAT ISR A

Indice de référence

	2023	2022	2021	2020	2019
SIENNA ACTIONS TRANSITION CLIMAT ISR A	12,95	-19,99	19,33	15,70	23,96
Indice de référence	15,47	-10,64	24,91	-6,41	28,20

Depuis le 01/01/2014, l'indicateur de référence est calculé dividendes nets réinvestis.

Les chiffres cités ont trait aux années écoulées. Les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures.

Analyse du risque

RATIO DE RISQUE

Volatilité annualisée

Portefeuille (en %)

Indice de référence (en %)

Tracking error (en %)

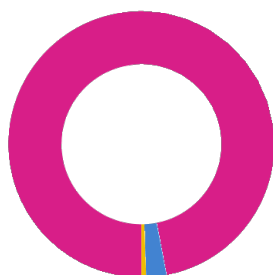
Ratio de Sharpe

Ratio d'information

1 an 3 ans 5 ans

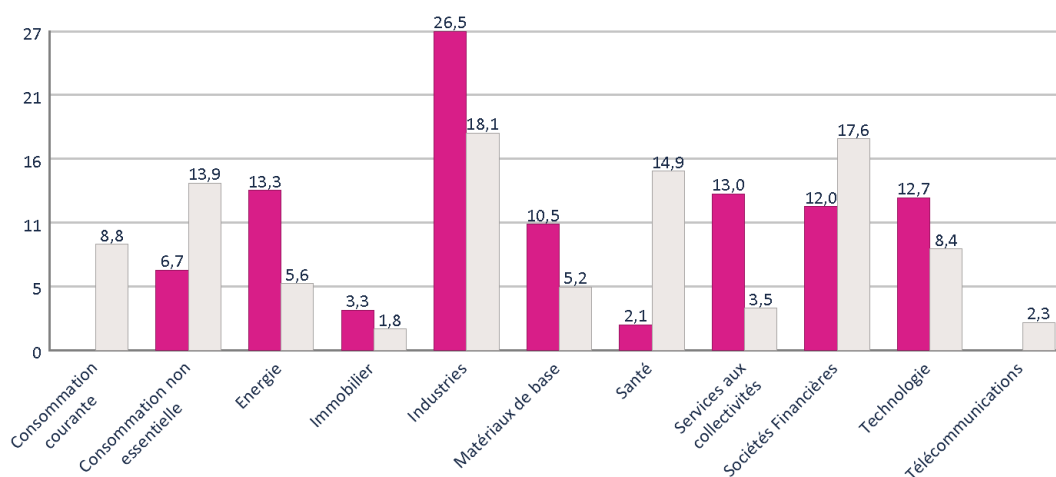
	1 an	3 ans	5 ans
Portefeuille (en %)	12,87	17,88	20,18
Indice de référence (en %)	10,12	14,56	18,34
Tracking error (en %)	5,51	6,59	6,24
Ratio de Sharpe	0,18	-0,01	0,34
Ratio d'information	-1,55	-1,12	-0,12

Allocation d'actifs

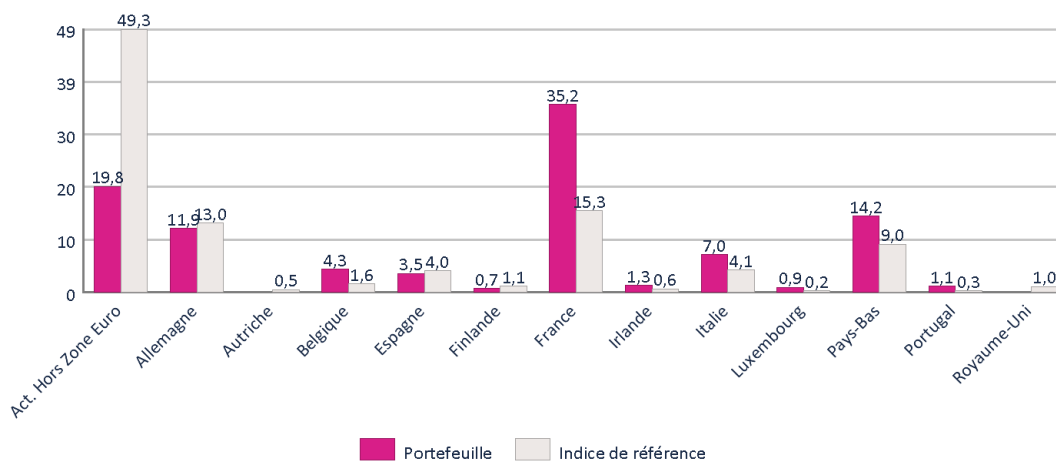


- Actions 97%
- Obligations 2.5%
- Monétaire & Liquidités 0.6%

Répartition sectorielle hors OPC en %



Répartition géographique hors OPC en %



■ Portefeuille ■ Indice de référence

Principaux mouvements du fonds

Achats				Ventes			
SIENNA MONETAIRE ISR R-C	FR0007081278	OPCVM	20 874 198	SIENNA MONETAIRE ISR R-C	FR0007081278	OPCVM	22 123 902
ISH MSCI EMU ESG-GBP	IE00BFNM3B99	OPCVM	2 311 980	ENI SPA MILAN	IT0003132476	Action	1 892 658
TOTALENERGIES SE PARIS	FR0000120271	Action	2 162 624	INFINEON TECHNOLOGIES AG	DE0006231004	Action	1 749 700
VESTAS WIND SYSTEMS A/S	DK0061539921	Action	1 987 217	ISH ST 600 TEL	DE000A0H08R2	OPCVM	1 677 301
KBC GROUP NV	BE0003565737	Action	1 714 900	SCHNEIDER ELECT SE	FR0000121972	Action	1 552 416
AIXTRON SE	DE000A0WMPJ6	Action	1 629 290	STELLANTIS	NL00150001Q9	Action	1 474 976
ISH ST 600 TEL	DE000A0H08R2	OPCVM	1 599 053	REPSOL SA	ES0173516115	Action	1 318 899
ISH DJ ST 600 HEALTH CARE	DE000A0Q4R36	OPCVM	1 588 537	SOLVAY SA	BE0003470755	Action	1 290 535
ISHARES DJ ST 600	DE000A0H08K7	OPCVM	1 521 973	ISH MSCI EMU ESG-GBP	IE00BFNM3B99	OPCVM	1 218 675
INSURANCE (DE)							
BNP PARIBAS	FR0000131104	Action	1 431 389	MICHELIN (CGDE)	FR001400AJ45	Action	1 173 350



Conjoncture économique

Le grand écart. Rarement la divergence entre marché obligataire et marché d'actions a été aussi marquée que ces dernières semaines. Du côté des indices actions, la dynamique positive des derniers mois de 2023 s'est poursuivie au premier trimestre 2024 (Stoxx Europe 600 : +6,5%, S&P 500 : +9,9%, Topix : +15%), ignorant ainsi la forte progression des taux souverains (américains en particulier) dans le sillage du recalage des attentes des investisseurs quant au timing et l'ampleur des baisses de taux directeurs. Par ailleurs, le trimestre a également été marqué par l'intensification du risque géopolitique, lequel s'est répercuté sur le Dollar, sur l'or ainsi que sur le Brent.

Alors qu'en début d'année l'optimisme quant à des baisses de taux directeurs massives était à son paroxysme, les statistiques d'inflation **américaine** moins bien orientées en janvier et février ont douché ces espoirs et conduit les investisseurs à ajuster leurs attentes de manière significative. Les marchés financiers tablent ainsi désormais sur 3 baisses seulement en 2024 et ont décalé le timing de la première décision au mois de juin, ce qui a entraîné une remontée sensible des taux souverains américains (10 ans : +48 Pb à 4,36%) et en particulier de la composante réelle (taux réel à 10 ans à 2,0%). Si cette dynamique sur les taux aurait dû peser sur les valorisations et pénaliser les marchés d'actions américains, il n'en fût rien et ces derniers poursuivent leur impressionnante dynamique haussière. D'une part, ceci s'explique par la conviction au sein des investisseurs que ce mouvement sur les taux n'est que temporaire et qu'il devrait s'inverser lorsque l'inflation aura envoyé des signaux plus rassurants, ce que l'indicateur PCE de mars a d'ailleurs confirmé. D'autre part, les indices actions américains auront été largement entraînés à la hausse par la poursuite de la vague d'optimisme liée à l'Intelligence Artificielle alors que les mastodontes du secteur de la technologie auront continué d'impressionner par leurs résultats et leurs performances boursières. A cela s'ajoute une saison de résultats de très bonne facture pour les entreprises du S&P 500, durant laquelle près de 80% des entreprises auront surpassé les attentes du consensus.

Les **places européennes** n'ont pas pu bénéficier de cette vague IA ou d'une telle dynamique de résultats, bien que ceux-ci aient été relativement bien orientés (avec près de 50% des entreprises de l'indice surpassant les prévisions du consensus), mais les secteurs cycliques auront globalement porté le Stoxx 600 à un nouveau point haut historique. Les investisseurs sont en effet de plus en plus convaincus que le point bas de croissance a été dépassé en Europe et que l'activité économique devrait désormais rebondir progressivement ces prochains mois. Les derniers indices PMI vont d'ailleurs dans ce sens, à l'image du composite qui revient en territoire d'expansion au-dessus de 50. Des signaux rassurants pour la BCE, laquelle se félicite également de la rechute rapide de l'inflation, ce qui la conforte dans l'idée d'entamer bientôt son assouplissement monétaire, très probablement en juin malgré des prises de parole de certains membres *dovish* évoquant une décision dès la réunion d'avril.

En **Chine**, les signaux sont enfin un peu plus favorables concernant la dynamique économique. Février aura ainsi été le premier mois durant lequel l'inflation est revenue en territoire positif et mis fin à une période critique de six mois de déflation, tandis que les indices PMI chinois publiés le 31/03 auront une fois n'est pas coutume dépassé les attentes, notamment dans le secteur manufacturier qui renoue avec la croissance (50,8, contre 49,9 attendu). Si ces statistiques encourageantes, couplées à la volonté plus explicite des autorités de soutenir leur croissance, ont permis d'enrayer la spirale baissière des indices chinois, ces derniers restent néanmoins parmi les moins performants depuis le début de l'année (Hang Seng : -1,9%).

Au **Japon**, malgré le changement de paradigme que constitue la sortie de l'ère des taux directeurs négatifs, le Yen poursuit sa dépréciation tendancielle et perd 6,8% face au dollar, s'échangeant à 1 USD = 151,3 JPY. Ceci s'explique par l'absence de communication claire de la Banque du Japon quant à la poursuite de son resserrement monétaire ces prochains mois alors que les négociations salariales au sein des grandes entreprises ont pourtant débouché sur des hausses significatives (supérieures à +5%), ce qui laisse espérer que la boucle vertueuse inflation-salaires pourra se poursuivre. En attendant les prochaines hausses de taux directeurs de la BoJ, la chute du Yen continue de profiter aux indices japonais (Topix : +16,1%).

Enfin, du côté des matières premières, le cours du **Brent** aura connu un rebond marqué (+16%) lui permettant de retrouver des niveaux inédits depuis octobre 2023 proche de 90 \$/b. Ce mouvement est notamment lié aux coupes de production de l'OPEC+ prolongées début mars mais surtout aux tensions géopolitiques toujours croissantes (heurts en mer Rouge, tensions entre l'Iran et Israël, frappes ukrainiennes sur les installations pétrolières russes). Ce dernier élément contribue aussi à la envolée du cours de l'**or** (+11%), qui a temporairement franchi le seuil de 2300 \$/once pour la première fois de son histoire, soutenu de manière additionnelle par les achats importants des banques centrales.



Les Marchés Actions

Aux inquiétudes de 2022 ont succédé les espoirs de 2023. Le ralentissement de l'inflation, la bonne tenue de la croissance économique, la solidité des résultats des entreprises et les espoirs de baisse des taux expliquent l'optimisme qui a soufflé cette année.

De nombreux thèmes auront animé l'année : l'intelligence artificielle générative, l'IRA aux Etats-Unis, les conflits géopolitiques ou encore celui des médicaments coupe-faim. Le plus important aura été sans conteste celui de l'inflation et de l'orientation restrictive des politiques monétaires visant à la combattre de manière efficace. A ce titre, la réunion du FOMC de décembre a été un point d'orgue. Jerome Powell a laissé entendre que la FED serait prête à ajuster les taux directeurs à la baisse avant que l'inflation n'atteigne 2% et avant que la récession ne sévisse. La BCE n'est pas allée aussi loin dans son discours mais les investisseurs anticipent désormais des baisses de taux aussi en Europe en 2024

La période a été marquée par des records historiques des marchés d'actions qui se sont enchaînés suite au changement de tonalité de la Fed début novembre qui a acté la fin du durcissement de la politique. Ces discours ont permis de valider les perspectives de baisse taux et d'envisager un scénario de boucle d'or très favorable aux actifs risqués : un atterrissage en douceur de l'économie après une série de hausse des taux monétaire d'une ampleur historique.

En effet, l'amélioration de la croissance des salaires réels, la confiance des consommateurs, la stabilisation du marché de l'emploi, le restockage malgré le niveau des taux ont permis d'écarter progressivement le risque de récession. De plus, les perspectives positives en matière de liquidités ont été un soutien pour les actifs risqués. Même les bonnes publications macroéconomiques aux Etats-Unis et la reprise des indicateurs économiques avancés en Europe, qui ont conduit les investisseurs à anticiper un nombre de baisses de taux plus limité, n'auront pas enrayé la dynamique résolument haussière des marchés. Les publications de résultats supérieurs aux attentes et la multiplication des opérations des rachats d'actions et de retour de cash aux actionnaires ont également soutenu la tendance.

La vraie déception de 2023 restera la Chine. Après une politique anti-COVID particulièrement longue et répressive, les investisseurs s'attendaient à une réouverture dynamique de l'économie. Freinée par la faiblesse de la consommation et les difficultés du secteur immobilier, il n'en a rien été.

Sur l'année 2024, le MSCI EMU Net Return affiche donc une progression de 16.7% aux termes d'un mouvement de hausse ininterrompue initié depuis le mois d'Octobre ayant porté les marchés à des nouveaux records dans un contexte de très faible volatilité mesurée par un V2X très proche de son point bas de 2017.

Enfin, en termes de style, après une année 2022 marquée par la surperformance de la value, la croissance affiche une hausse légèrement plus forte en 2023.

D'un point de vue sectorielle les valeurs technologiques (ASML, ASM International et SAP) portées par la thématique de l'intelligence artificielle toujours aussi prégnante, les financières (banques et assurances) et le secteur automobile aux performances individuelles très disparates affichent les meilleures performances. De même l'industrie, au travers de la construction et des valeurs de la défense notamment apparaissent tirer leur épingle du jeu.

A l'opposé, la santé, les utilities ou encore l'énergie présentent les moins bonnes performances. Après une période COVID riche pour ces trois segments, la normalisation des stocks pour la santé ou bien la normalisation du prix de l'électricité et du pétrole expliquent en grande partie leur sous-performance.

Au cours du premier trimestre 2024, les marchés européens ont montré des similitudes avec leurs homologues américains en termes de polarisation des performances : seule une poignée d'actions sont à l'origine de l'essentiel de la progression des indices. En effet, cette hausse a essentiellement profité aux valeurs stars de qualité très peu endettées avec la capacité de financer leur croissance par leur génération de cash. Ces valeurs présentent certes de bonnes caractéristiques financières mais traitent désormais à des niveaux de valorisations très élevés. De l'autre côté du spectre, on retrouve des valeurs cycliques de moindre qualité très faiblement valorisées totalement délaissées par les investisseurs, à contre-courant du marché. De même, les petites et moyennes capitalisations sont restées en retrait et ont continué de sous-performer.

Après une avance très substantielle des valeurs de croissances au T1 2024, la période a laissé place à un retour en grâce des valeurs cycliques sous-valorisées, dans le sillage de la remontée des cours du pétrole et des matières premières.



Les Marchés Taux

Au deuxième trimestre 2023, les banques centrales ont continué d'insister sur les pressions inflationnistes alors que l'inflation confirmait une tendance à la décélération. Ainsi, la BCE a monté ses taux pour un total cumulé de 75 bps malgré le ralentissement économique. De plus, La BCE a repris plus de 400 milliards d'euros de liquidités via les TLTRO. Aux Etats-Unis, l'imbrroglio du relèvement du plafond de la dette a finalement trouvé une issue permettant au Trésor d'éviter un 'shutdown' de l'administration. La Fed a monté ses taux à deux reprises durant le trimestre tout en initiant le principe de pause entre les hausses. Aux Etats-Unis, alors que la hausse des prix demeurait malgré tout assez forte, la conséquente épargne accumulée par les ménages durant l'ère covid commençait à se tarir et les défauts sur les prêts automobiles, ainsi que sur les cartes de crédit se redressaient. En Chine, la reprise tant attendue n'a finalement pas eu lieu. Le Politburo s'est réuni en sommet pour étudier les pistes de relance alors que les firmes étrangères quittent le pays ou arrêtent d'y investir, le fruit du passage de 'mondialisation' à 'régionalisation'. Les PMI étaient dorénavant en dessous de 50 points dans l'industrie et les services semblaient en lente expansion alors que la consommation faiblissait. A l'aube de l'été, l'activité ainsi que la dynamique des prix flanchaient aussi bien en Asie qu'en Europe tandis que les Etats-Unis continuaient à faire cavalier seul.

Dans ce contexte, les taux longs en zone euro ont évolué dans un range étroit dans un environnement de faible volatilité. Le marché des obligations privées s'est bien tenu, les spreads de crédit étant globalement stables.

Durant le troisième trimestre 2023, la baisse de l'inflation s'est poursuivie mais cette dernière est restée à des niveaux trop éloignés des cibles des banques centrales, c'est-à-dire supérieure à 4% en Europe et à 3% aux Etats-Unis. Les banques centrales ont donc logiquement poursuivi leur cycle de hausse des taux. En Europe, la BCE a monté deux fois ses taux directeurs de 25 bps en juillet et en septembre pour fixer le taux de refinancement à 4,5%. Aux Etats-Unis, une hausse unique a eu lieu en juillet, de 25 bps pour les fixer à 5,5%. La FED a alors indiqué qu'elle devenait « data dependant » laissant augurer la fin de son cycle de hausse des taux. Durant l'été, dans un contexte d'inflation en baisse mais de façon modérée et de chiffres économiques résistants, en particulier aux Etats-Unis, les taux longs sont restés sous pression haussière. Le taux 10 ans américain a ainsi dépassé les 4,50% en septembre revenant ainsi à ses niveaux d'avant la crise des subprimes. En Europe, le taux 10 ans allemand est passé de 2,47% à 2,84%. Face à des conditions de financement plus restrictives, les actifs risqués ont souffert et les obligations privées sous-performé. La déception macroéconomique est à chercher du côté de la Chine dont le redémarrage est resté décevant pénalisé par la lourde chute de son marché immobilier.

Le dernier trimestre de 2023 a été marqué par une nette détente des conditions de financement. Si la croissance est restée solide aux Etats-Unis, l'économie européenne s'est contractée comme l'indiquait des PMI inférieurs à 50 que ce soit pour le secteur manufacturier ou les services. Dans le même temps, l'inflation s'inscrivait résolument à la baisse dans toute ses composantes : 3,1% aux Etats-Unis et 2,4% en Europe en novembre. Cela a permis aux banquiers centraux de tenir un discours plus optimiste lors de leur dernière réunion de l'année en décembre. Le combat contre cette dernière semblant remporté, le marché s'est focalisé sur les futures baisses de taux à venir en 2024 ce qui a entraîné une nette détente des conditions de financement. Sur ce point, les anticipations de baisse nous ont semblé exagérées. Les membres de la Fed tablaient sur trois baisses des taux en 2024 et le marché sur au moins six baisses. En Europe, bien que la BCE ait accéléré l'arrêt des achats d'obligations (PEPP), le marché anticipait également un « pivot » rapide de la politique monétaire. Les taux 10 ans allemand perdait plus de 80 bps et s'inscrivait à 2,02% fin décembre. Parallèlement, l'euphorie gagnait les actifs risqués avec un net resserrement des spreads de crédit et du spread de l'Italie contre Allemagne.

Le premier trimestre 2024 a donc été marqué par un recalage des anticipations de baisse des taux directeurs. Les anticipations de première baisse de taux ont été reléguées d'avril à juin, dans un contexte d'économie résiliente aux Etats-Unis, moins en Europe et d'une inflation restant bien au-delà de la cible des 2% dans les deux zones.

Dans un contexte de remontée des taux réels, nous anticipons une correction des actifs risqués. Malgré cela, le marché du crédit est resté solide. Le niveau attractif des taux en absolu explique certainement un tel attrait. Les spreads de crédit se sont inscrits en baisse passant, sur une maturité de 5 ans, de 80 bps à 70 bps. Il est en de même pour le spread italien qui passe de 170 bps contre Allemagne à moins de 140 bps.



Le Mots du gérant

Mars 2023 s'inscrit dans un contexte de marché marqué par un scénario économique incertain résultant d'une hausse de taux d'intérêt sans précédent de part et d'autre de l'Atlantique mais aussi d'un début de stabilisation du durcissement monétaire. Dans ce cadre, le fonds Actions Transition Climat a sous-performé son indice de référence tant au T2 qu'au T3 2023. En cause, son positionnement préférentiel sur le segment des moyennes capitalisations, via ses investissements au sein de leaders de la transition climatique aux perspectives de croissance élevées (Alfen, Neste, Nibe Industrier, Aker Carbon Capture, Vestas Wind, Orsted, SMA Solar, Verbund, etc.), mais aussi, dans une moindre mesure, de sa surexposition aux valeurs cycliques (BASF, Arkema, Solvay, Sika), deux segments de marché qui n'ont malheureusement pas suivi le marché au cours de cette période.

Dès la fin octobre 2023, le changement de discours des banques centrales misant sur un assouplissement des conditions monétaires proche redonne de l'élan aux marchés. L'Euro Stoxx 50 progresse de plus de 10% sur les deux derniers mois de l'année 2023 avec pour corollaire une baisse significative des taux long. Cette enthousiasme des marchés tant des actifs obligataires que des actions ont permis au fonds Actions Transition Climat de retrouver des couleurs en réduisant sensiblement sa sous-performance en comparaison à son indice de référence. Les meilleurs contributeurs ont été les valeurs à durée longue (producteurs d'électricité, gestionnaires de réseau ou encore des entreprises de services aux collectivités) pour lesquelles la baisse des taux de marché était plus que favorable tant au niveau des multiples de valorisation qu'à l'échelle de leurs bénéfices (baisse des frais financiers, croissance du chiffre d'affaires en raison de projets reportés dont la baisse des taux long permettait de les remettre au goût du jour puisque à nouveau rentables).

Entre janvier et mi-mars 2024, le marché se fait l'écho des banques centrales qui n'ont pas une vision claire du contexte macro-économique. Alors que les Banques Centrales deviennent de plus en plus « data dependent », en ajustant leur approche au gré des indicateurs macroéconomiques avancés (PMI, données sur l'emploi, PPI, prêts accordés, etc.), le marché adopte une approche presque défensive. Ce dernier a en effet progressé mais en misant sur des valeurs de croissance, à forte visibilité et au bilan solide pour donner préférence à quelques valeurs stars de la cote (ASML, LVMH, Hermes, SAP, etc.). Parallèlement, les taux long terme se tendent à nouveau pour apprécier au mieux le rythme d'assouplissement monétaire plus prudent des Banques Centrales. Dans ce contexte, le fonds Actions Transition Climat a été de nouveau bousculé en étant positionné essentiellement sur des valeurs vertes, que nous pouvons nommer « Solutionneurs », par essence de moyenne capitalisation mais aussi par un biais prononcé sur les valeurs à durée longue qui ont été malmenées en raison de l'évolution des taux de marché. A cela, nous pouvons ajouter les impacts négatifs sur le portefeuille induits par la baisse sensible du prix de l'électricité eu égard au biais structurel auquel le Fonds est exposé (producteurs d'énergies renouvelables et même producteurs intégrés).

Aujourd'hui, et ce depuis la mi-mars, le marché continue de progresser, nous atteignons d'ailleurs sur certains marchés des plus hauts historiques. Toutefois, les flux acheteurs en présence se sont réorientés. Alors que ces derniers étaient focalisés sur quelques stars de la cote, ils sont aujourd'hui un peu mieux orientés sur les secteurs cycliques, le segment Small&MidCaps ou encore les secteurs devenus value en raison de la hausse significative des taux. Les raisons de ce nouveau mouvement de marché sont de deux ordres : le retournement positif de la croissance en zone euro et le discours encourageant de Christine Lagarde quant au début de l'assouplissement monétaire, que le marché anticipe à plus de 90% en juin 2024. Le portefeuille Actions Transition Climat revient donc en force sur les dernières semaines pour atteindre une performance de +2,50% depuis le début d'année 2024.

Au cours de ces douze derniers mois, nous avons engagé plusieurs arbitrages en vue de prendre des biais sur les acteurs verts de l'économie mais de manière plus diversifiée. En effet, nos préférences restent les acteurs solutionneurs dont les perspectives de croissance sont de bonne facture mais aussi sur les plus grandes capitalisations engagées sur toute la chaîne de l'électrification (équipementiers, gestionnaires de réseaux, acteurs des smart grids, producteurs intégrés ou bien même les producteurs d'énergies renouvelables). Toutefois, nous avons initié une poche restreinte, composée des valeurs de fonds de portefeuille, centrée sur des acteurs dotés d'une forte visibilité de croissance et d'un bilan solide en vue de rendre le portefeuille plus résilient face aux à-coups de marché. Veuillez noter que les contributeurs de cette poche ont été sélectionnés tant sur des aspects financiers que sur leur fort niveau d'engagement à lutter contre le changement climatique.



Récemment, nous avons aussi renforcé notre position sur les sociétés pouvant bénéficier conjointement de la baisse des taux et de la hausse du prix de l'électricité puisque nous sommes convaincus que la baisse des taux est imminente en zone euro et que le prix de l'électricité a atteint un prix plancher. De ce fait, notre positionnement sur les énergéticiens, et notamment sur les producteurs d'énergies renouvelables, a été renforcé.



Autres informations

Information sur les critères environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance (ESG)

Ce FIA prend en compte les critères ESG dans sa politique d'investissement, tel que détaillé sur notre site internet (<https://www.sienna-gestion.com/informations-reglementaires>) et dans l'annexe périodique SFDR jointe à ce présent rapport.

Politique de sélection et évaluation des intermédiaires

Service d'aide à la décision d'investissement

En application de la Directive « Marchés d'Instruments Financiers » 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers, modifiée par la directive (UE) 2016/1034 du 23 juin 2016 et révisant la directive dite « MIF » 2004/39/CE du 29 avril 2004, SIENNA GESTION a mis en place, dans le cadre de son obligation d'agir au mieux des intérêts de ses clients et des OPC qu'elle gère, une politique de meilleure exécution.

Le principe de « meilleure exécution » prend la forme de meilleure sélection consistant à sélectionner pour chaque classe d'instruments les entités auprès desquelles les ordres sont transmis en vue de leur exécution.

Afin de répondre au mieux aux exigences de la directive MIF2, SIENNA GESTION a choisi de transmettre ses ordres par l'intermédiaire d'une table de négociation externalisée, la société Exoé (établissement agréé par le Comité des Établissements de Crédit et des Entreprises d'Investissement), et ce, en vue de fournir les services d'investissement de Réception Transmission d'Ordres pour le compte de tiers portant sur la majorité des instruments financiers visés à la section C « Instruments Financiers » de l'annexe I de la Directive 2014/65/UE.

La sélection des contreparties d'exécution est réalisée par SIENNA GESTION, et résulte des critères et mesures réalisés par Exoé sur la liste des intermédiaires habilités par SIENNA GESTION. Les rapports issus des contrôles réguliers effectués par Exoé sont ensuite présentés à SIENNA GESTION et font l'objet de comités semestriels.

SIENNA GESTION a décidé de prendre directement à sa charge, à compter du début de l'exercice 2018, tous les frais imputables aux prestations de recherche, facturés par les intermédiaires habilités.

Calcul du risque global

Dans le cas où le fonds utiliserait des instruments financiers à terme, et ce, dans le respect de la stratégie d'investissement prévue dans sa documentation juridique, le risque global est calculé selon la méthode de l'engagement.

Informations sur les rémunérations

Conformément aux dispositions réglementaires applicables, et plus particulièrement l'article 22, paragraphe 2 de la Directive 2011/61/UE, dite Directive AIMF, transposée dans le Code Monétaire et Financier et le Règlement Général de l'AMF, SIENNA GESTION agissant en tant que gestionnaire de Fonds d'Investissement alternatif (FIA) et d'Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières (OPCVM), informe les investisseurs au sein des rapports annuels de chacun de ses FIA et OPCVM sur les rémunérations versées au cours de l'exercice 2023 :

- Effectif moyen de SIENNA GESTION : 70,58 collaborateurs
- Rémunération annuelle brute fixe : 5 530 132,10 €
- Rémunération annuelle brute variable : 894 640,00 €
- Nombre de collaborateurs concernés par la rémunération variable : 29
- Rémunération annuelle brute et variable agrégée des collaborateurs dits « preneurs de risques » :
2 153 129,13 €

En application de la Position AMF n°2013-11, SIENNA GESTION identifie des collaborateurs dits « preneurs de risques » auxquels s'applique une politique de rémunération formalisée. Par « preneur de risques », il convient d'entendre tout collaborateur dont les activités peuvent avoir une influence significative sur le profil de risque d'un ou de plusieurs fonds ou sur celui de la société de gestion. Les collaborateurs concernés représentent 16 personnes en 2022 : les gérants de portefeuille et leur hiérarchie directe, la Directrice des Opérations et le Directeur Risques et Conformité.

SIENNA GESTION a créé un comité de rémunération par décision de son Conseil d'Administration en date du 28 mars 2014. SIENNA GESTION est devenue une société à Directoire et Conseil de Surveillance en mars 2022. Le rôle principal du comité de rémunération est de donner des avis au Conseil de Surveillance préalablement à toute modification de la rémunération variable de SIENNA GESTION. Il accorde une attention particulière à l'évaluation des mécanismes adoptés pour garantir que le système de rémunération prenne en compte de façon appropriée toutes les catégories de risques, de liquidités et les niveaux d'actifs sous gestion et que la politique de rémunération est compatible avec la stratégie économique, les valeurs et les intérêts de SIENNA GESTION et des fonds gérés et avec ceux des investisseurs dans ces fonds.

Les membres permanents du comité sont désignés par Conseil de Surveillance de SIENNA GESTION. Il s'agit exclusivement de membres du Conseil de Surveillance. Les membres du Conseil de Surveillance et du comité d'Audit et des Risques de SIENNA GESTION ne perçoivent aucune rémunération au titre de leur mandat. Le Comité se réunit au moins une fois par an sur saisie du Conseil de Surveillance ou du Président du Directoire de SIENNA GESTION de sa propre initiative.

Les performances des gérants de portefeuilles sont récompensées par l'octroi d'une rémunération variable à condition d'être ajustée au risque. La rémunération variable des gérants doit donc s'aligner sur le profil de risques des portefeuilles.

Les modalités de détermination de cette rémunération variable sont transmises par écrit sous la forme d'une note à tous les gérants après validation du Conseil de Surveillance et suite à l'avis du comité de rémunération. Ces modalités indiquent systématiquement :

- le pourcentage maximum de rémunération variable par rapport à la rémunération annuelle fixe,
- le pourcentage de rémunération dérivant de l'atteinte de performances quantitatives collectives et une répartition en % de la part collective et individuelle dans l'atteinte de ces performances, les formules cibles sont clairement matérialisées,
- le pourcentage de la rémunération dérivant de l'atteinte de performances qualitatives incluant notamment le respect de la réglementation, de la déontologie et de la politique de gestion de risques de SIENNA GESTION.

Conformément à la réglementation AMF, SIENNA GESTION s'assure du respect d'un équilibre prudent entre une situation financière saine et l'attribution, le versement et l'acquisition d'une rémunération variable.

Il en résulte que SIENNA GESTION veille à ce que sa situation financière ne soit pas affectée de façon préjudiciable par :

- la rémunération variable globale attribuée pour cette année,
- le montant de rémunération variable qui sera payé ou acquis au cours de l'année.

En cas de difficulté relative à la situation financière, le Conseil de Surveillance décide des impacts en termes de rémunération variable après avis du comité de rémunération.



Effet de levier

Le fonds n'étant pas investi dans des contrats dérivés, l'information relative à l'exposition calculée selon la méthode brute et la méthode de l'engagement est inférieure à 100% (art. 109 du Règlement délégué (UE) N°231/2013).

Règlementation SFTR

Transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation des instruments financiers - REGLEMENT SFTR - en devise de comptabilité de l'OPC (EUR).

Au cours de l'exercice, l'OPC n'a pas fait l'objet d'opérations relevant de la règlementation SFTR.

Gestion de la liquidité

La société de gestion a défini une politique de gestion de la liquidité pour ses fonds ; elle s'appuie sur un dispositif de contrôle et de surveillance de la liquidité assurant un traitement équitable des investisseurs afin de permettre d'honorer toutes les demandes de rachat et ainsi rembourser les investisseurs selon les modalités prévues par le prospectus.

Gestion des risques

Dans le cadre de sa politique de gestion des risques, la société de gestion de portefeuille établit, met en œuvre et maintient opérationnelles une politique et des procédures de gestion des risques efficaces, appropriées et documentées qui permettent d'identifier les risques liés à ses activités, processus et systèmes.

Informations sur la règlementation SFDR

« Le Fonds promeut certaines caractéristiques environnementales, sociales et de gouvernance au sens de l'article 8 du Règlement 2019/2088 du 27 novembre 2019 (dit Règlement SFDR). Les risques en matière de durabilité sont intégrés dans la décision d'investissement comme exposé dans les critères extra-financiers ci-dessous. Concernant l'indice de référence du fonds, il est précisé que la Société de gestion établit sa méthodologie de sélection des titres répondant à des critères ESG à partir d'indices de référence comprenant un univers large de titres. Le résultat de cette analyse est ensuite comparé à l'univers d'investissement qui découle de l'indice de référence du fonds, visant ainsi à obtenir de meilleures performances que celui-ci sur ces critères. »

Profil de risques : ajout du risque de durabilité

« Risque lié à l'investissement durable (risque de durabilité) : tout événement ou toute situation dans le domaine environnemental, social ou de la gouvernance qui, s'il survient, pourrait avoir un impact négatif réel ou potentiel sur la valeur de l'investissement. La survenance d'un tel événement ou d'une telle situation peut également conduire à une modification de la stratégie d'investissement du Fonds, y compris l'exclusion des titres de certains émetteurs. Plus précisément, les effets négatifs des risques de durabilité peuvent affecter les émetteurs via une série de mécanismes, notamment : 1) une baisse des revenus ; 2) des coûts plus élevés ; 3) des dommages ou une dépréciation de la valeur des actifs ; 4) coût du capital plus élevé ; et 5) amendes ou risques réglementaires. En raison de la nature des risques de durabilité et de sujets spécifiques tels que le changement climatique, la probabilité que les risques de durabilité aient un impact sur les rendements des produits financiers est susceptible d'augmenter à plus long terme. »

Politique d'engagement actionnariat

En conformité avec l'article L. 533-22 du code monétaire et financier, le détail des conditions dans lesquelles la Société de gestion entend exercer les droits de vote attachés aux titres détenus en portefeuille par les fonds qu'elle gère, ainsi que le dernier compte-rendu annuel sont consultables sur son site internet : Sienna-gestion.com.

Pourcentage OPC interne

Le pourcentage d'OPC internes détenus au 28/03/2024 est égal à 0,48 % de l'actif net.

Actif moyen

	Part A	Part MC*	Total
Actif net moyen	75 442 448,57	3 487,96	75 445 639,47

**La part MC démarre au 02/05/2023*

Informations périodiques pour les produits financiers visés à l'article 8, paragraphes 1, 2 et 2 bis, du règlement (UE) 2019/2088 et à l'article 6, premier alinéa, du règlement (UE) 2020/852

Par **investissement durable**, on entend un investissement dans une activité économique qui contribue à un objectif environnemental ou social, pour autant qu'il ne cause pas de préjudice important à aucun de ces objectifs et que les sociétés dans lesquelles le produit financier a investi appliquent des pratiques de bonne gouvernance.

La **taxinomie de l'UE** est un système de classification institué par le règlement (UE) 2020/852, qui dresse une liste **d'activités économiques durables sur le plan environnemental**. Ce règlement ne dresse pas de liste d'activités économiques durables sur le plan social. Les investissements durables ayant un objectif environnemental ne sont pas nécessairement alignés sur la taxinomie

Dénomination du produit : SIENNA ACTIONS TRANSITION CLIMAT ISR

Identifiant d'entité juridique : 969500ORENAGKINE7A05

Caractéristiques environnementales et/ou sociales

Ce produit financier a-t-il un objectif d'investissement durable ?	
<input checked="" type="radio"/> <input checked="" type="radio"/> <input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="radio"/> <input type="radio"/> <input checked="" type="checkbox"/> Non
<input type="checkbox"/> Il a réalisé des investissements durables ayant un objectif environnemental : __ % <input type="checkbox"/> Dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE <input type="checkbox"/> Dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE	<input type="checkbox"/> Il promouvait des caractéristiques environnementales et/ou sociales (E/S) et bien qu'il n'ait pas eu d'objectif d'investissement durable, il présentait une proportion de __ % d'investissements durables : <input type="checkbox"/> Ayant un objectif environnemental et réalisés dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE <input type="checkbox"/> Ayant un objectif environnemental et réalisés dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE <input type="checkbox"/> Ayant un objectif social
<input type="checkbox"/> Il a réalisé des investissements durables ayant un objectif social : __ %	<input checked="" type="checkbox"/> Il promouvait des caractéristiques E/S, mais n'a pas réalisé d'investissements durables



Dans quelle mesure les caractéristiques environnementales et/ou sociales promues par ce produit financier ont-elles été atteintes ?

Le fonds promeut des caractéristiques environnementales et sociales dans la sélection et le suivi des titres via l'application d'une politique d'exclusion et via la prise en compte des critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG) des émetteurs.

Les politiques d'exclusion sectorielles et normatives de Sienna Gestion sont de deux ordres :

-Sectorielle : charbon thermique, armes controversées et tabac.

-Normative : les entreprises ne respectant pas le Pacte Mondial des Nations-Unies, c'est à dire celles impliquées dans des controverses très graves ou graves et fréquentes.

D'autre part, des critères ESG sont intégrés dans la stratégie en privilégiant les émetteurs obtenant les meilleures notes ESG. Pour cela, Sienna Gestion utilise principalement les notations ESG de Sustainalytics construites pour les émetteurs privés sur une approche par les risques ESG. La méthodologie de notation extra-financière repose sur 3 piliers : Environnement, Social et Gouvernance. Pour chaque pilier, les enjeux ESG évalués sont activés en fonction de l'exposition du secteur de l'émetteur aux risques ESG. Exemples de critères/enjeux ESG :

- Environnement : programme de lutte contre le changement climatique, déchets, eau, etc.

- Social : valorisation du capital humain (formations, recrutement, lutte contre les discriminations), respect des droits de l'Homme (conditions sociales dans la chaîne d'approvisionnement, etc.)

- Gouvernance : indépendance du Conseil d'administration, rémunération des dirigeants, etc.

Sur l'univers de départ du fonds, au minimum 20% des émetteurs ayant obtenu les moins bonnes notes ESG sont interdites d'investissement. Une approche best in class est appliquée pour les émetteurs privés et best in universe pour les émetteurs publics.

Les indicateurs de durabilité permettent de mesurer la manière dont les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier sont atteintes.

- **Quelle a été la performance des indicateurs de durabilité ?**

Les caractéristiques environnementales et sociales promues par le fonds se traduisent via la note moyenne risque ESG mentionnée ci-dessus. La note moyenne pondérée risque ESG du fonds est de 19.37. La note risque ESG moyenne de l'univers de départ "MSCI Europe IMI (M7EUIM)" est de 20.97. 0 étant la meilleure note et 100 étant la pire. Les politiques d'exclusions décrites ci-dessus ont également été respectées.

- **...et par rapport aux périodes précédentes ?**

La méthodologie de calculs des indicateurs de performance de durabilités ayant changé entre les deux exercices, cette question n'est pas applicable pour des raisons de comparabilité.

Les **principales incidences négatives** correspondent aux incidences négatives les plus significatives des décisions d'investissements sur les facteurs de durabilité liés aux questions environnementales, sociales et de personnel, au respect des droits de l'homme et à la lutte contre la corruption et les actes de corruption.

- **Quels étaient les objectifs des investissements durables que le produit financier entendait notamment réaliser et comment les investissements durables effectués y ont-ils contribué ?**

N/A

- **Dans quelle mesure les investissements durables que le produit financier a notamment réalisés n'ont-ils pas causé de préjudice important à un objectif d'investissement durable sur le plan environnemental ou social ?**

N/A

- **Comment les indicateurs concernant les incidences négatives ont-ils été pris en considération ?**

N/A

- **Les investissements durables étaient-ils conformes aux principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et aux principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme ? Description détaillée :**

N/A

La taxinomie de l'UE établit un principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » en vertu duquel les investissements alignés sur la taxinomie ne devraient pas causer de préjudice important aux objectifs de la taxinomie de l'UE et s'accompagne de critères spécifiques de l'Union.

Le principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » s'applique uniquement aux investissements sous-jacents au produit financier qui prennent en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

Les investissements sous-jacents à la portion restante de ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.



Comment ce produit financier a-t-il pris en considération les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité ?

Ce produit prend en compte les principales incidences négatives (PAI) via notamment la notation ESG des émetteurs, l'évaluation des controverses et les politiques formalisées (exclusion charbon, armes controversées, stratégie climat, etc). La note ESG (décrite auparavant) couvre, par le biais de 21 enjeux matériels et plus de 200 critères sous-jacents, tous les sujets ESG ciblés par les PAI. Néanmoins, les 21 enjeux ne sont pas activés pour tous les secteurs mais uniquement lorsqu'ils sont jugés matériels.

Plus spécifiquement les PAI suivants sont couverts dans le processus de Sienna Gestion. Certains fonds peuvent renforcer la prise en compte de PAI via leur approche thématique.

Thématique	PAI	Politique/ process
Emissions de gaz à effet de serre	1. Emissions de GES	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Politique charbon ✓ Pilotage du mix énergétique pour un alignement au scénario
	2. Empreinte carbone	<ul style="list-style-type: none"> 2°C de l'IAE (formalisé dans l'article 29) ✓ Pilotage de l'empreinte carbone avec objectif de réduction ✓ Note ESG (pour les secteurs les plus exposés)
	3. Intensité de GES des sociétés bénéficiaires des investissements	
	4. Exposition à des sociétés actives dans le secteur des combustibles fossiles	
	5. Part de consommation et de production d'énergie non renouvelable	
	6. Intensité de consommation d'énergie par secteur à fort impact climatique	
	Biodiversité	
Eau	8. Rejets dans l'eau	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Note ESG (pour les secteurs les plus exposés) ✓ Processus d'identification et de gestion des controverses
Déchets	9. Ratio de déchets dangereux et de déchets radioactifs	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Note ESG (pour les secteurs les plus exposés)
Questions sociales et de personnel	10. Violation des principes du pacte mondial des Nations Unies et des principes directeurs de l'OCDE pour les entreprises multi nationales	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Politique d'exclusion normative à travers le processus d'identification et de gestion des controverses ✓ Note ESG (pour tous les secteurs)
	11. Absence de processus et de mécanismes de conformité permettant de contrôler le respect des principes du pacte mondiale des Nations unies et des principes directeurs de l'OCDE pour les entreprises multi nationales	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Politique d'exclusion normative à travers le processus d'identification et de gestion des controverses ✓ Note ESG (pour les secteurs les plus exposés)
	12. Ecart de rémunération entre hommes et femmes non corrigé	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Note ESG (pour tous les secteurs)
	13. Mixité au sein des organes de gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Note ESG (pour tous les secteurs) ✓ Politique de vote avec les critères de vote liés à la mixité au sein du Conseil d'administration
	14. Exposition à des armes controversées	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Politique d'exclusion dédiée

Les PAI sont ainsi atténués par l'application stricte des politiques d'exclusions sectorielles et normatives ainsi que par la prise en compte des notes ESG dans le processus de gestion.



Quels ont été les principaux investissements de ce produit financier ?

Il s'agit du top 15 du fonds sur un inventaire moyen du dernier exercice.

La liste comprend les investissements constituant la **plus grande proportion d'investissements** du produit financier au cours de la période de référence, à savoir :

Investissement les plus importants	Secteur BICS	% d'actifs	Pays
SIENNA MONETAIRE ISR R-C	Finance	2,59%	France
DSM-FIRMENICH AG	Matériaux	2,17%	Switzerland
ASML HOLDING NV	Technologie	2,06%	Netherlands
AIR LIQUIDE SA	Matériaux	1,99%	France
ENEL SPA	Services aux collectivités	1,87%	Italy
VONOVIA SE	Immobilier	1,86%	Germany
SCHNEIDER ELECT SE	Industrie	1,85%	United States
IBERDROLA SA	Services aux collectivités	1,84%	Spain
ERG SPA	Services aux collectivités	1,80%	Italy
UNIBAIL-RODAMCO-WESTFIELD /PARIS	Immobilier	1,77%	France
TOTALENERGIES SE PARIS	Energie	1,71%	France
SIEMENS AG-REG	Industrie	1,65%	Germany
NEOEN SA	Services aux collectivités	1,64%	France
INFINEON TECHNOLOGIES AG	Technologie	1,64%	Germany
ARCADIS NV	Industrie	1,62%	Netherlands



Quelle était la proportion d'investissements liés à la durabilité ?

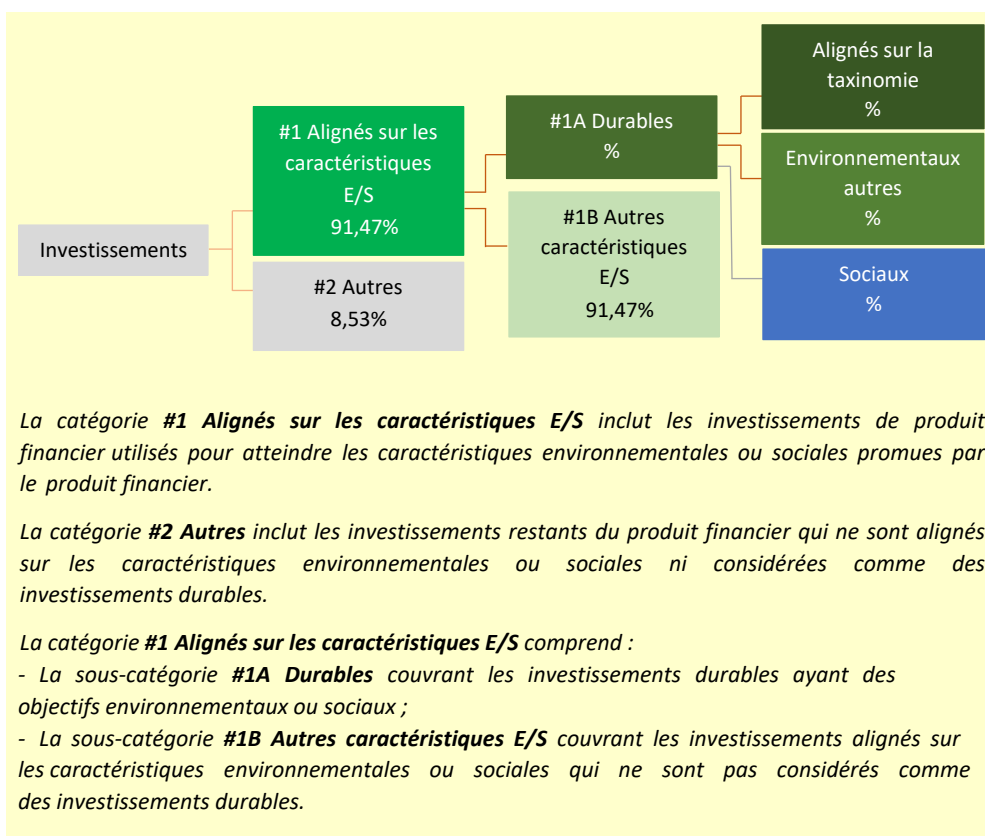
L'allocation des actifs décrit la part des investissements dans des actifs spécifiques.

Pour être conforme à la taxinomie de l'UE, les critères applicables au **gaz fossile** comprennent des limitations des émissions et le passage à l'électricité d'origine intégralement renouvelable ou à des carburants à faible teneur en carbone d'ici à la fin de 2035. En ce qui concerne l'**énergie nucléaire**, les critères comprennent des règles complètes en matière de sûreté nucléaire et de gestion des déchets.

Les **activités habilitantes** permettent directement à d'autres activités de contribuer de manière substantielle à la réalisation d'un objectif environnemental.

Les **activités transitoires** sont des activités pour lesquelles il n'existe pas encore de solutions de remplacement sobres en carbone et, entre autres, dont les niveaux d'émission de gaz à effet de serre correspondent aux meilleures performances réalisables.

• Quelle était l'allocation des actifs ?



La catégorie **#1 Alignés sur les caractéristiques E/S** inclut les investissements de produit financier utilisés pour atteindre les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier.

La catégorie **#2 Autres** inclut les investissements restants du produit financier qui ne sont alignés sur les caractéristiques environnementales ou sociales ni considérés comme des investissements durables.

La catégorie **#1 Alignés sur les caractéristiques E/S** comprend :

- La sous-catégorie **#1A Durables** couvrant les investissements durables ayant des objectifs environnementaux ou sociaux ;
- La sous-catégorie **#1B Autres caractéristiques E/S** couvrant les investissements alignés sur les caractéristiques environnementales ou sociales qui ne sont pas considérés comme des investissements durables.

- **Dans quels secteurs économiques les investissements ont-ils été réalisés ?**

Secteur BICS	% d'actifs
Communication	0,00%
Consommation discrétionnaire	8,72%
Devise	2,91%
Energie	11,80%
Finance	8,47%
Future	0,18%
Immobilier	3,63%
Industrie	20,01%
Matériaux	17,57%
OPC	0,27%
Public	0,00%
Santé	0,76%
Services aux collectivités	15,44%
Technologie	10,23%



Dans quelle mesure les investissements durables ayant un objectif environnemental étaient-ils alignés sur la taxinomie de l'UE ?

Ce produit ne réalise pas d'investissement durable avec un objectif environnemental, la mesure de son alignement à la taxinomie de l'UE n'est donc pas applicable.

- **Le produit financier a-t-il investi dans des activités liées au gaz fossile et/ou à l'énergie nucléaire conformes à la taxinomie de l'UE⁽¹⁾ ?**

Oui

Dans le gaz fossile

Dans l'énergie nucléaire

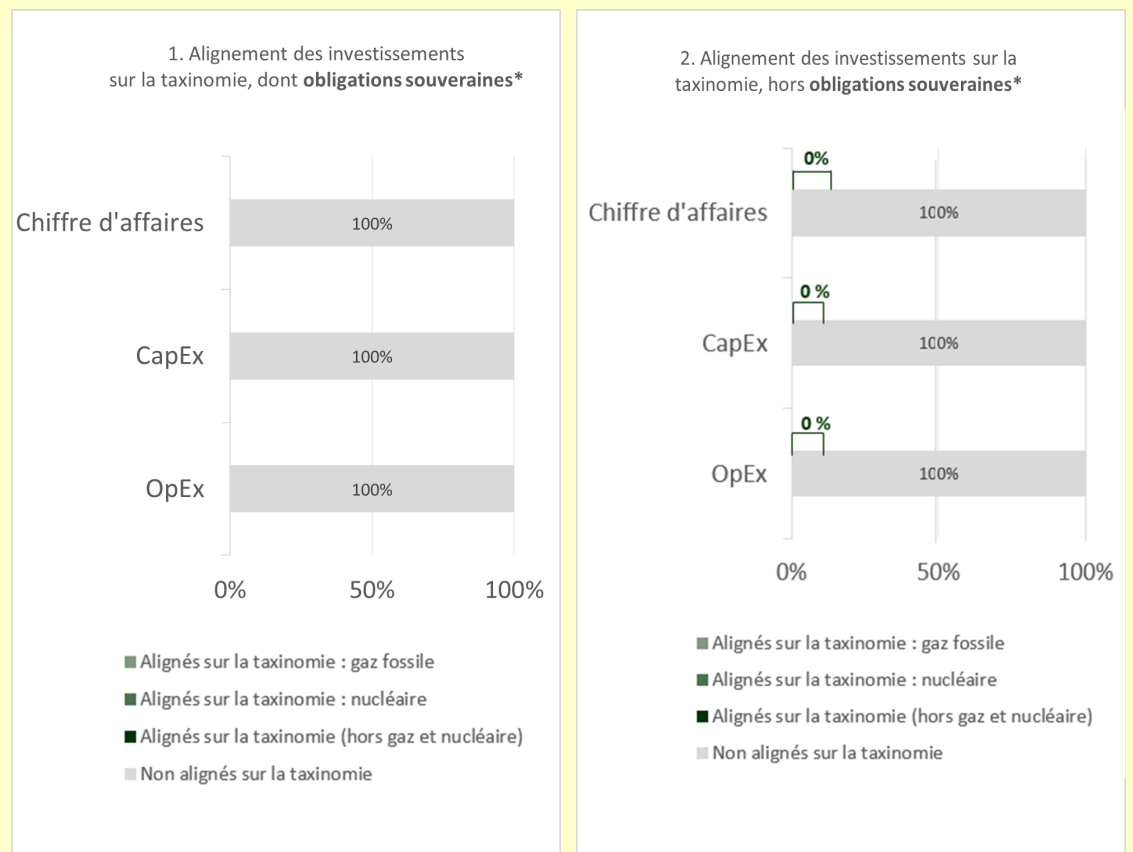
Non

(1) Les activités liées au gaz fossile et/ou au nucléaire ne seront conformes à la taxinomie de l'UE que si elles contribuent à limiter le changement climatique (« atténuation du changement climatique ») et ne causent de préjudice important à aucun objectif de la taxinomie de l'UE - voir la note explicative dans la marge de gauche. L'ensemble des critères applicables aux activités économiques dans les secteurs du gaz fossile et de l'énergie nucléaire qui sont conformes à la taxinomie de l'UE sont définis dans le règlement délégué (UE) 2022/1214 de la Commission.

Les activités alignées sur la taxinomie sont exprimées en pourcentage :

- Du **chiffre d'affaires** pour refléter la part des revenus provenant des activités vertes des sociétés dans lesquelles le produit financier a investi ;
- Des **dépenses d'investissement (CapEx)** pour montrer les investissements verts réalisés par les sociétés dans lesquelles le produit financier a investi, pour une transition vers une économie verte par exemple ;
- Des **dépenses d'exploitation (OpEx)** pour refléter les activités opérationnelles vertes des sociétés dans lesquelles le produit financier a investi.

Les graphiques ci-dessous font apparaître en vert le pourcentage d'investissements qui étaient alignés sur la taxinomie de l'UE. Étant donné qu'il n'existe pas de méthodologie appropriée pour déterminer l'alignement des obligations souveraines* sur la taxinomie, le premier graphique montre l'alignement sur la taxinomie par rapport à tous les investissements du produit financier, y compris les obligations souveraines, tandis que le deuxième graphique représente l'alignement sur la taxinomie uniquement par rapport aux investissements du produit financier autres que les obligations souveraines.



* Aux fins de ces graphiques, les « obligations souveraines » comprennent toutes les expositions souveraines

- **Quelle était la proportion d'investissements réalisés dans des activités transitoires et habilitantes ?**

La part minimale des investissements dans les activités transitoires et habilitantes au sens du Règlement européen sur la taxonomie était de 0 % pour les activités transitoires et de 0 % pour les activités habilitantes.

- **Comment le pourcentage d'investissements alignés sur la taxonomie de l'UE a-t-il évolué par rapport aux périodes de référence précédentes ?**

N/A



Quelle était la proportion d'investissements durables ayant un objectif environnemental qui n'étaient pas alignés sur la taxonomie de l'UE ?

N/A



Quelle était la proportion d'investissements durables sur le plan social ?

N/A



Quels étaient les investissements inclus dans la catégorie « autres », quelle était leur finalité, et des garanties environnementales ou sociales minimales s'appliquaient-elles à eux ?

La catégorie #2 Autres inclut les investissements restants du produit financiers qui ne sont ni alignés sur les caractéristiques environnementales ou sociales ni considérés comme des investissements durables, à savoir : 2.91% de liquidités détenues en tant que liquidités auxiliaires, 0.19% de dérivés à titre de couverture et 0.26% de titres n'étant pas couverts par une analyse ESG.

Le symbole représente des investissements durables ayant un objectif environnemental qui ne tiennent pas compte des critères en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental au titre du règlement (UE)



Quelles mesures ont été prises pour atteindre les caractéristiques environnementales et/ou sociales au cours de la période de référence ?

Les caractéristiques environnementales et sociales promues par le fonds se traduisent via les notations ESG décrites ci-dessus. La note moyenne pondérée ESG du portefeuille permet ainsi de quantifier et de suivre la performance extra-

financière des émetteurs du fonds de façon mensuelle. La note ESG de l'univers de départ du fonds est également calculée. Les notes ESG des émetteurs sont actualisées tous les trimestres.

La politique d'exclusion est par ailleurs au cœur de l'approche de Sienna Gestion et vise à exclure de ses investissements potentiels les actifs exposés à des risques de durabilité significatifs ou pouvant avoir un impact négatif significatif sur les facteurs de durabilité.

Un contrôle de la correspondance entre les titres des portefeuilles avec les émetteurs autorisés de l'univers est effectué par Sienna Gestion. La composition des portefeuilles est analysée via une procédure automatique permettant de vérifier le respect de la politique ISR et de l'univers autorisé.



Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de référence ?

Le fonds a pour indice de référence un indice de marché large n'ayant pas été désigné dans le but d'atteindre les caractéristiques de durabilité.

Les indices de référence sont des indices permettant de mesurer si le produit financier atteint les caractéristiques environnementales ou sociales qu'il promeut.

- **En quoi l'indice de référence diffère-t-il d'un indice de marché large ?**
N/A
- **Quelle a été la performance de ce produit financier au regard des indicateurs de durabilité visant à déterminer l'alignement de l'indice de référence sur les caractéristiques environnementales ou sociales promues ?**
N/A
- **Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de référence ?**
N/A
- **Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de marché large ?**
N/A



ETATS FINANCIERS

SIENNA ACTIONS TRANSITION CLIMAT

ISR

Fonds Commun de Placement

Société de Gestion :
SIENNA GESTION

18 rue de Courcelles
75008 PARIS

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 28 mars 2024

Aux porteurs de parts du FCP SIENNA ACTIONS TRANSITION CLIMAT ISR,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la société de gestion, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'organisme de placement collectif SIENNA ACTIONS TRANSITION CLIMAT ISR constitué sous forme de fonds commun de placement (FCP) relatifs à l'exercice clos le 28 mars 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du FCP, à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion sur les comptes annuels

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1 avril 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par la société de gestion.

Responsabilités de la société de gestion relatives aux comptes annuels

Il appartient à la société de gestion d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la société de gestion d'évaluer la capacité du FCP à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le FCP ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été établis par la société de gestion.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme

significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre FCP.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre:

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la société de gestion, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la société de gestion de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du FCP à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 16 juillet 2024

Le Commissaire aux Comptes

Deloitte & Associés

Virginie Gaitte

Virginie GAITTE

BILAN ACTIF AU 28/03/2024 EN EUR

	28/03/2024	31/03/2023
IMMOBILISATIONS NETTES	0,00	0,00
DÉPÔTS	0,00	0,00
INSTRUMENTS FINANCIERS	79 486 963,48	72 215 874,70
Actions et valeurs assimilées	73 632 899,65	70 456 595,19
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	73 632 899,65	70 456 595,19
Non négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Non négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00
Négoiciés sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Titres de créances négociables	0,00	0,00
Autres titres de créances	0,00	0,00
Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Organismes de placement collectif	5 842 363,83	1 570 744,51
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays	5 842 363,83	1 570 744,51
Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'UE	0,00	0,00
Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations cotés	0,00	0,00
Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations non cotés	0,00	0,00
Autres organismes non européens	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00
Créances représentatives de titres reçus en pension	0,00	0,00
Créances représentatives de titres prêtés	0,00	0,00
Titres empruntés	0,00	0,00
Titres donnés en pension	0,00	0,00
Autres opérations temporaires	0,00	0,00
Instruments financiers à terme	11 700,00	188 535,00
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	11 700,00	188 535,00
Autres opérations	0,00	0,00
Autres instruments financiers	0,00	0,00
CRÉANCES	252 982,36	1 915 736,41
Opérations de change à terme de devises	0,00	0,00
Autres	252 982,36	1 915 736,41
COMPTES FINANCIERS	1 920 392,29	220 697,98
Liquidités	1 920 392,29	220 697,98
TOTAL DE L'ACTIF	81 660 338,13	74 352 309,09

BILAN PASSIF AU 28/03/2024 EN EUR

	28/03/2024	31/03/2023
CAPITAUX PROPRES		
Capital	80 393 356,13	68 426 544,69
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées (a)	0,00	0,00
Report à nouveau (a)	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes de l'exercice (a,b)	468 466,64	3 610 244,46
Résultat de l'exercice (a,b)	691 812,86	319 808,81
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES *	81 553 635,63	72 356 597,96
<i>* Montant représentatif de l'actif net</i>		
INSTRUMENTS FINANCIERS	11 700,00	188 535,00
Opérations de cession sur instruments financiers	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00
Dettes représentatives de titres donnés en pension	0,00	0,00
Dettes représentatives de titres empruntés	0,00	0,00
Autres opérations temporaires	0,00	0,00
Instrument financiers à terme	11 700,00	188 535,00
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	11 700,00	188 535,00
Autres opérations	0,00	0,00
DETTES	95 002,50	1 807 176,13
Opérations de change à terme de devises	0,00	0,00
Autres	95 002,50	1 807 176,13
COMPTES FINANCIERS	0,00	0,00
Concours bancaires courants	0,00	0,00
Emprunts	0,00	0,00
TOTAL DU PASSIF	81 660 338,13	74 352 309,09

(a) Y compris comptes de régularisation

(b) Diminués des acomptes versés au titre de l'exercice

HORS-BILAN AU 28/03/2024 EN EUR

	28/03/2024	31/03/2023
OPÉRATIONS DE COUVERTURE		
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés		
Engagement sur marché de gré à gré		
Autres engagements		
AUTRES OPÉRATIONS		
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés		
Contrats futures		
XEUR FBTP BTP 0623	0,00	2 307 000,00
FGBL BUND 10A 0623	0,00	2 716 800,00
EURO BUND 0624	2 000 700,00	0,00
EURO STOXX 50 0623	0,00	2 982 700,00
Engagement sur marché de gré à gré		
Autres engagements		

COMPTE DE RÉSULTAT AU 28/03/2024 EN EUR

	28/03/2024	31/03/2023
Produits sur opérations financières		
Produits sur dépôts et sur comptes financiers	91 128,56	2 517,31
Produits sur actions et valeurs assimilées	1 670 805,36	1 069 599,64
Produits sur obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00
Produits sur titres de créances	0,00	0,00
Produits sur acquisitions et cessions temporaires de titres	0,00	0,00
Produits sur instruments financiers à terme	0,00	0,00
Autres produits financiers	0,00	0,00
TOTAL (1)	1 761 933,92	1 072 116,95
Charges sur opérations financières		
Charges sur acquisitions et cessions temporaires de titres	0,00	0,00
Charges sur instruments financiers à terme	0,00	0,00
Charges sur dettes financières	335,54	6 467,79
Autres charges financières	0,00	0,00
TOTAL (2)	335,54	6 467,79
RÉSULTAT SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES (1 - 2)	1 761 598,38	1 065 649,16
Autres produits (3)	0,00	0,00
Frais de gestion et dotations aux amortissements (4)	1 122 518,19	996 839,40
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (L. 214-17-1) (1 - 2 + 3 - 4)	639 080,19	68 809,76
Régularisation des revenus de l'exercice (5)	52 732,67	250 999,05
Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice (6)	0,00	0,00
RÉSULTAT (1 - 2 + 3 - 4 + 5 - 6)	691 812,86	319 808,81

ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS

1. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont présentés sous la forme prévue par le règlement ANC n° 2014-01, modifié.

Les principes généraux de la comptabilité s'appliquent :

- image fidèle, comparabilité, continuité de l'activité,
- régularité, sincérité,
- prudence,
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre.

Le mode de comptabilisation retenu pour l'enregistrement des produits des titres à revenu fixe est celui des intérêts encaissés.

Les entrées et les cessions de titres sont comptabilisées frais exclus.

La devise de référence de la comptabilité du portefeuille est en euro.

La durée de l'exercice est de 12 mois.

Règles d'évaluation des actifs

Les instruments financiers sont enregistrés en comptabilité selon la méthode des coûts historiques et inscrits au bilan à leur valeur actuelle qui est déterminée par la dernière valeur de marché connue ou à défaut d'existence de marché par tous moyens externes ou par recours à des modèles financiers.

Les différences entre les valeurs actuelles utilisées lors du calcul de la valeur liquidative et les coûts historiques des valeurs mobilières à leur entrée en portefeuille sont enregistrées dans des comptes « différences d'estimation ».

Les valeurs qui ne sont pas dans la devise du portefeuille sont évaluées conformément au principe énoncé ci-dessous, puis converties dans la devise du portefeuille suivant le cours des devises au jour de l'évaluation.

Dépôts :

Les dépôts d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois sont valorisés selon la méthode linéaire.

Actions, obligations et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Pour le calcul de la valeur liquidative, les actions et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé sont évaluées sur la base du dernier cours de bourse du jour.

Les obligations et valeurs assimilées sont évaluées au cours de clôture communiqués par différents prestataires de services financiers. Les intérêts courus des obligations et valeurs assimilées sont calculés jusqu'à la date de la valeur liquidative.

Actions, obligations et autres valeurs non négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Les valeurs non négociées sur un marché réglementé sont évaluées sous la responsabilité de la société de gestion en utilisant des méthodes fondées sur la valeur patrimoniale et le rendement, en prenant en considération les prix retenus lors de transactions significatives récentes.

Titres de créances négociables :

Les Titres de Créances Négociables et assimilés qui ne font pas l'objet de transactions significatives sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence défini ci-dessous, majoré le cas échéant d'un écart représentatif des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur :

- TCN dont l'échéance est inférieure ou égale à 1 an : Taux interbancaire offert en euros (Euribor) ;
- TCN dont l'échéance est supérieure à 1 an : Taux des Bons du Trésor à intérêts Annuels Normalisés (BTAN) ou taux de l'OAT (Obligations Assimilables du Trésor) de maturité proche pour les durées les plus longues.

Les Titres de Créances Négociables d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois pourront être évalués selon la méthode linéaire.

Les Bons du Trésor sont valorisés au taux du marché communiqué quotidiennement par la Banque de France ou les spécialistes des bons du Trésor.

OPC détenus :

Les parts ou actions d'OPC seront valorisées à la dernière valeur liquidative connue.

Opérations temporaires sur titres :

Les titres reçus en pension sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives des titres reçus en pension » pour le montant prévu dans le contrat, majoré des intérêts courus à recevoir.

Les titres donnés en pension sont inscrits en portefeuille acheteur pour leur valeur actuelle. La dette représentative des titres donnés en pension est inscrite en portefeuille vendeur à la valeur fixée au contrat majorée des intérêts courus à payer.

Les titres prêtés sont valorisés à leur valeur actuelle et sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives de titres prêtés » à la valeur actuelle majorée des intérêts courus à recevoir.

Les titres empruntés sont inscrits à l'actif dans la rubrique « titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat, et au passif dans la rubrique « dettes représentatives de titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat majoré des intérêts courus à payer.

Instruments financiers à terme :

Instruments financiers à terme négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les instruments financiers à terme négociés sur les marchés réglementés sont valorisés au cours de compensation du jour.

Instruments financiers à terme non négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les Swaps :

Les contrats d'échange de taux d'intérêt et/ou de devises sont valorisés à leur valeur de marché en fonction du prix calculé par actualisation des flux d'intérêts futurs aux taux d'intérêts et/ou de devises de marché. Ce prix est corrigé du risque de signature.

Les swaps d'indice sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence fourni par la contrepartie.

Les autres swaps sont évalués à leur valeur de marché ou à une valeur estimée selon les modalités arrêtées par la société de gestion.

Engagements Hors Bilan :

Les contrats à terme ferme sont portés pour leur valeur de marché en engagements hors bilan au cours utilisé dans le portefeuille.

Les opérations à terme conditionnelles sont traduites en équivalent sous-jacent.

Les engagements sur contrats d'échange sont présentés à leur valeur nominale, ou en l'absence de valeur nominale pour un montant équivalent.

Frais de gestion

Les frais de gestion sont directement imputés au compte de résultat du FIA.

Ces frais recouvrent tous les frais facturés directement au FIA, à l'exception des frais de transactions. Les frais de transaction incluent les frais d'intermédiation (courtage, impôts de bourse, etc...) et la commission de mouvement, le cas échéant, qui peut être perçue notamment par le dépositaire et la société de gestion.

Aux frais de gestion peuvent s'ajouter :

- des commissions de surperformance. Celles-ci rémunèrent la société de gestion dès lors que le FIA a dépassé ses objectifs. Elles sont donc facturées au FIA ;
- des commissions de mouvement facturées au FIA.

Part « A » :

	Frais facturés	Assiette	Taux barème
1	Frais de gestion financière (*)	Actif net	1.50 % maximum l'an
2	Frais administratifs externes à la société de gestion		(Incluant les honoraires du commissaire aux comptes selon tarification annuelle appliquée)
3	Frais indirects maximum (commissions et frais de gestion)	Commissions indirectes (souscriptions/rachats)	Néant
		Frais de gestion (**)	Actif net 0.40 % TTC maximum l'an
4	Commissions de mouvement (*)	Néant	Néant
5	Commission de surperformance (*) et (***)	Actif net	La commission de surperformance représentera 20 % (TTC) de la différence entre la performance du Fonds et celle de son indice de référence MSCI EUROPE IMI (dividendes nets réinvestis).

Part « MC » :

	Frais facturés	Assiette	Taux barème
1	Frais de gestion financière (*)	Actif net	2 % maximum l'an
2	Frais administratifs externes à la société de gestion		(Incluant les honoraires du commissaire aux comptes selon tarification annuelle appliquée)
3	Frais indirects maximum (commissions et frais de gestion)	Commissions indirectes (souscriptions/rachats)	Néant
		Frais de gestion (**)	Actif net 0.40 % TTC maximum l'an
4	Commissions de mouvement (*)	Néant	Néant
5	Commission de surperformance (*) et (***)	Actif net	La commission de surperformance représentera 20 % (TTC) de la différence entre la performance du Fonds et celle de son indice de référence MSCI EUROPE IMI (dividendes nets réinvestis).

(*) Depuis la révocation de l'option de la TVA en date du 01/01/2008, ces frais sont exonérés de TVA en vertu de l'article 261 C 1er du CGI.

(**) Ces frais sont liés à l'investissement de l'OPCVM en parts et/ou actions d'OPC. Cette information à caractère facultatif est précisée à titre d'information.

(***) Modalités de calcul de la commission de surperformance pour les parts « A » et « MC » :

La commission de surperformance est basée sur la comparaison entre la performance de l'**Actif net du Fonds** (1) et celle de son **Indicateur de Référence** (2) appréciées sur une **Période de Référence** (3).

- (1) **L'Actif net du Fonds** correspond à la valorisation des actifs détenus par le Fonds selon les règles décrites dans le prospectus du Fonds et après prise en compte des frais courants.
- (2) **L'Indicateur de Référence** du Fonds correspond à l'indicateur suivant : MSCI EUROPE IMI.
Les performances passées de l'Indicateur de Référence sont disponibles via le lien <https://www.sienna-gestion.com/nos-solutions-dinvestissement>
- (3) **La Période de Référence** correspond à la période au cours de laquelle la performance de l'Actif net du Fonds est mesurée et comparée à celle de son Indicateur de Référence.

Cette Période de Référence est d'une durée d'un an minimum, adossée à l'exercice comptable du Fonds clôturant le dernier jour de bourse du mois de mars.

Depuis l'exercice ouvert le 1^{er} avril 2022, toute sous-performance de l'Actif net du Fonds par rapport à son Indicateur de Référence constatée à la date de clôture d'un exercice doit être compensée avant que des commissions de surperformance ne deviennent exigibles. Ainsi, la Période de Référence peut être prolongée dans la limite de 5 ans.

A la clôture de l'exercice du Fonds :

- **Si la performance de l'Actif net du Fonds est supérieure à celle de son Indicateur de Référence (après compensation d'éventuelles sous-performances passées)**, la commission de surperformance sera égale à 20 % de la différence entre ces deux valeurs.
Cette différence fait l'objet d'une provision au titre des frais de gestion variables lors du calcul de chaque valeur liquidative du Fonds. En cas de sous-performance de l'Actif net du Fonds par rapport à celle de son Indicateur de Référence entre deux valeurs liquidatives, toute provision passée précédemment sera réajustée dans les mêmes proportions par une reprise sur provision.
En cas de rachats, la quote-part de la provision constituée, correspondant au nombre de parts rachetées, est définitivement acquise à la société de gestion.
Hormis les rachats, la commission de surperformance est payée à la société de gestion à la date de clôture de l'exercice du Fonds.
- **Si la performance de l'Actif net du Fonds est égale à celle de son Indicateur de Référence**, la commission de surperformance sera nulle.
- **Si la performance de l'Actif net du Fonds est inférieure à celle de son Indicateur de Référence**, la sous-performance de l'exercice concerné sera reportée sur les exercices suivants jusqu'à ce qu'elle soit compensée, dans la limite de 5 ans.
La sous-performance d'un exercice, non rattrapée à l'issue d'une Période de Référence de 5 ans, sera abandonnée (non reportée sur l'exercice suivant).
Si une autre année de sous-performance a lieu à l'intérieur de la même Période de Référence de 5 ans et qu'elle n'est pas rattrapée à l'issue de cette Période, une nouvelle Période de Référence de 5 ans maximum s'ouvrira à compter de la nouvelle année de sous-performance.

Affectation des sommes distribuables

Définition des sommes distribuables

Les sommes distribuables sont constituées par :

Le résultat :

Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, primes et lots, dividendes, jetons de présence et tous autres produits relatifs aux titres constituant le portefeuille, majorés du produit des sommes momentanément disponibles et diminué du montant des frais de gestion et de la charge des emprunts. Il est augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus.

Les Plus et Moins-values :

Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

Modalités d'affectation des sommes distribuables :

Part(s)	Affectation du résultat net	Affectation des plus ou moins-values nettes réalisées
SIENNA ACTIONS TRANSITION CLIMAT ISR Part A	Capitalisation	Capitalisation
SIENNA ACTIONS TRANSITION CLIMAT ISR Part MC	Capitalisation	Capitalisation

2. ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET AU 28/03/2024 EN EUR

	28/03/2024	31/03/2023
ACTIF NET EN DÉBUT D'EXERCICE	72 356 597,96	52 953 463,33
Souscriptions (y compris les commissions de souscriptions acquises à l'OPC)	25 705 201,92	44 127 232,23
Rachats (sous déduction des commissions de rachat acquises à l'OPC)	-21 163 538,82	-23 806 790,13
Plus-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	5 968 360,73	6 351 751,73
Moins-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	-6 071 827,60	-2 230 775,04
Plus-values réalisées sur instruments financiers à terme	1 326 884,74	682 360,96
Moins-values réalisées sur instruments financiers à terme	-763 589,77	-606 970,00
Frais de transactions	-165 307,51	-139 670,48
Différences de change	108 863,74	-808 594,11
Variations de la différence d'estimation des dépôts et instruments financiers	3 789 045,05	-4 333 360,29
<i>Différence d'estimation exercice N</i>	9 992 135,02	6 203 089,97
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>	-6 203 089,97	-10 536 450,26
Variations de la différence d'estimation des instruments financiers à terme	-176 135,00	99 140,00
<i>Différence d'estimation exercice N</i>	11 700,00	187 835,00
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>	-187 835,00	-88 695,00
Distribution de l'exercice antérieur sur plus et moins-values nettes	0,00	0,00
Distribution de l'exercice antérieur sur résultat	0,00	0,00
Résultat net de l'exercice avant compte de régularisation	639 080,19	68 809,76
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur plus et moins-values nettes	0,00	0,00
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur résultat	0,00	0,00
Autres éléments	0,00	0,00
ACTIF NET EN FIN D'EXERCICE	81 553 635,63	72 356 597,96

3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

3.1. VENTILATION PAR NATURE JURIDIQUE OU ÉCONOMIQUE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

	Montant	%
ACTIF		
OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES		
TOTAL OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES	0,00	0,00
TITRES DE CRÉANCES		
TOTAL TITRES DE CRÉANCES	0,00	0,00
PASSIF		
OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS		
TOTAL OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS	0,00	0,00
HORS-BILAN		
OPÉRATIONS DE COUVERTURE		
TOTAL OPÉRATIONS DE COUVERTURE	0,00	0,00
AUTRES OPÉRATIONS		
Taux	2 000 700,00	2,45
TOTAL AUTRES OPÉRATIONS	2 000 700,00	2,45

3.2. VENTILATION PAR NATURE DE TAUX DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN

	Taux fixe	%	Taux variable	%	Taux révisable	%	Autres	%
ACTIF								
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 920 392,29	2,35
PASSIF								
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS-BILAN								
Opérations de couverture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations	2 000 700,00	2,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

3.3. VENTILATION PAR MATURITÉ RÉSIDUELLE DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN(*)

	< 3 mois	%]3 mois - 1 an]	%]1 - 3 ans]	%]3 - 5 ans]	%	> 5 ans	%
ACTIF										
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	1 920 392,29	2,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
PASSIF										
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS-BILAN										
Opérations de couverture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000 700,00	2,45

(*) Les positions à terme de taux sont présentées en fonction de l'échéance du sous-jacent.

3.4. VENTILATION PAR DEVISE DE COTATION OU D'ÉVALUATION DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN (HORS EUR)

	Devise 1 NOK		Devise 2 CHF		Devise 3 USD		Devise N Autre(s)	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
ACTIF								
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Actions et valeurs assimilées	2 761 092,90	3,39	2 741 688,90	3,36	1 013 425,49	1,24	4 448 789,45	5,46
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPC	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances	0,00	0,00	13 763,04	0,02	21 524,89	0,03	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	1 569 270,61	1,92	0,00	0,00
PASSIF								
Opérations de cession sur instruments financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dettes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS-BILAN								
Opérations de couverture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

3.5. CRÉANCES ET DETTES : VENTILATION PAR NATURE

	Nature de débit/crédit	28/03/2024
CRÉANCES		
	Souscriptions à recevoir	74 348,75
	Dépôts de garantie en espèces	40 137,20
	Coupons et dividendes en espèces	138 496,41
TOTAL DES CRÉANCES		252 982,36
DETTES		
	Frais de gestion fixe	92 856,77
	Autres dettes	2 145,73
TOTAL DES DETTES		95 002,50
TOTAL DETTES ET CRÉANCES		157 979,86

3.6. CAPITAUX PROPRES

3.6.1. Nombre de titres émis ou rachetés

	En parts	En montant
Part SIENNA ACTIONS TRANSITION CLIMAT ISR A		
Parts souscrites durant l'exercice	46 032,06778	25 683 024,69
Parts rachetées durant l'exercice	-37 833,17597	-21 159 620,18
Solde net des souscriptions/rachats	8 198,89181	4 523 404,51
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	137 029,89181	
Part SIENNA ACTIONS TRANSITION CLIMAT ISR MC		
Parts souscrites durant l'exercice	217,98322	22 177,23
Parts rachetées durant l'exercice	-38,41649	-3 918,64
Solde net des souscriptions/rachats	179,56673	18 258,59
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	179,56673	

3.6.2. Commissions de souscription et/ou rachat

	En montant
Part SIENNA ACTIONS TRANSITION CLIMAT ISR A	
Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises	0,00
Commissions de souscription acquises	0,00
Commissions de rachat acquises	0,00
Part SIENNA ACTIONS TRANSITION CLIMAT ISR MC	
Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises	0,00
Commissions de souscription acquises	0,00
Commissions de rachat acquises	0,00

3.7. FRAIS DE GESTION

	28/03/2024
Parts SIENNA ACTIONS TRANSITION CLIMAT ISR A	
Commissions de garantie	0,00
Frais de gestion fixes	1 122 454,68
Pourcentage de frais de gestion fixes	1,50
Frais de gestion variables provisionnés	0,00
Pourcentage de frais de gestion variables provisionnés	0,00
Frais de gestion variables acquis	0,00
Pourcentage de frais de gestion variables acquis	0,00
Rétrocessions des frais de gestion	0,00
Parts SIENNA ACTIONS TRANSITION CLIMAT ISR MC	
Commissions de garantie	0,00
Frais de gestion fixes	63,51
Pourcentage de frais de gestion fixes	2,01
Frais de gestion variables provisionnés	0,00
Pourcentage de frais de gestion variables provisionnés	0,00
Frais de gestion variables acquis	0,00
Pourcentage de frais de gestion variables acquis	0,00
Rétrocessions des frais de gestion	0,00

3.8. ENGAGEMENTS REÇUS ET DONNÉS

3.8.1. Garanties reçues par l'OPC :

Néant

3.8.2. Autres engagements reçus et/ou donnés :

Néant

3.9. AUTRES INFORMATIONS

3.9.1. Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire

	28/03/2024
Titres pris en pension livrée	0,00
Titres empruntés	0,00

3.9.2. Valeur actuelle des instruments financiers constitutifs de dépôts de garantie

	28/03/2024
Instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine	0,00
Instruments financiers reçus en garantie et non-inscrits au bilan	0,00

3.9.3. Instruments financiers détenus, émis et/ou gérés par le Groupe

	Code ISIN	Libellé	28/03/2024
Actions			0,00
Obligations			0,00
TCN			0,00
OPC			394 079,25
Instruments financiers à terme	FR0007081278	SIENNA MONETAIRE ISR A	394 079,25
Total des titres du groupe			394 079,25

3.10. TABLEAU D'AFFECTATION DES SOMMES DISTRIBUABLES

Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente au résultat

	28/03/2024	31/03/2023
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau	0,00	0,00
Résultat	691 812,86	319 808,81
Acomptes versés sur résultat de l'exercice	0,00	0,00
Total	691 812,86	319 808,81

	28/03/2024	31/03/2023
Parts SIENNA ACTIONS TRANSITION CLIMAT ISR A		
Affectation		
Distribution	0,00	0,00
Report à nouveau de l'exercice	0,00	0,00
Capitalisation	691 878,87	319 808,81
Total	691 878,87	319 808,81

	28/03/2024	31/03/2023
Parts SIENNA ACTIONS TRANSITION CLIMAT ISR MC		
Affectation		
Distribution	0,00	0,00
Report à nouveau de l'exercice	0,00	0,00
Capitalisation	-66,01	0,00
Total	-66,01	0,00

Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente aux plus et moins-values nettes

	28/03/2024	31/03/2023
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes de l'exercice	468 466,64	3 610 244,46
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice	0,00	0,00
Total	468 466,64	3 610 244,46

	28/03/2024	31/03/2023
Parts SIENNA ACTIONS TRANSITION CLIMAT ISR A		
Affectation		
Distribution	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes non distribuées	0,00	0,00
Capitalisation	468 527,18	3 610 244,46
Total	468 527,18	3 610 244,46

	28/03/2024	31/03/2023
Parts SIENNA ACTIONS TRANSITION CLIMAT ISR MC		
Affectation		
Distribution	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes non distribuées	0,00	0,00
Capitalisation	-60,54	0,00
Total	-60,54	0,00

3.11. TABLEAU DES RÉSULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES DE L'ENTITÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

	31/03/2020	31/03/2021	31/03/2022	31/03/2023	28/03/2024
Actif net Global en EUR	31 090 436,11	66 553 804,68	52 953 463,33	72 356 597,96	81 553 635,63
Parts SIENNA ACTIONS TRANSITION CLIMAT ISR A en EUR					
Actif net	31 090 436,11	66 553 804,68	52 953 463,33	72 356 597,96	81 534 461,64
Nombre de titres	90 459,00000	115 757,00000	90 266,00000	128 831,00000	137 029,89181
Valeur liquidative unitaire	343,69000	574,94000	586,63000	561,63000	595,01000
Capitalisation unitaire sur +/- values nettes	3,53	-21,20	71,33	28,02	3,41
Capitalisation unitaire sur résultat	6,97	-3,41	-0,63	2,48	5,04
Parts SIENNA ACTIONS TRANSITION CLIMAT ISR MC en EUR					
Actif net	0,00	0,00	0,00	0,00	19 173,99
Nombre de titres	0,00	0,00	0,00	0,00	179,56673
Valeur liquidative unitaire	0,00	0,00	0,00	0,00	106,77000
Capitalisation unitaire sur +/- values nettes	0,00	0,00	0,00	0,00	-0,33
Capitalisation unitaire sur résultat	0,00	0,00	0,00	0,00	-0,36

3.12. INVENTAIRE DÉTAILLÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS EN EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
Actions et valeurs assimilées				
Actions et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé				
ALLEMAGNE				
AIXTRON SE	EUR	55 028	1 348 186,00	1,66
COVESTRO AG	EUR	11 489	582 262,52	0,72
E.ON AG NOM.	EUR	97 463	1 255 810,76	1,54
KION GROUP AG	EUR	18 776	915 893,28	1,12
MERCEDES BENZ GROUP AG REGISTERED SHARES	EUR	8 963	661 559,03	0,81
SIEMENS AG-REG	EUR	7 432	1 315 166,72	1,61
SMA SOLAR TECHNOLOGY	EUR	24 568	1 314 388,00	1,62
VONOVIA SE	EUR	51 106	1 400 304,40	1,71
TOTAL ALLEMAGNE			8 793 570,71	10,79
BELGIQUE				
KBC GROUPE	EUR	29 220	2 028 452,40	2,49
SYENSQO SA	EUR	6 925	607 876,50	0,74
UMICORE	EUR	26 183	523 529,09	0,64
TOTAL BELGIQUE			3 159 857,99	3,87
BERMUDES				
BROOKFIELD RENEWABLE PARTNER	USD	20 258	435 291,22	0,53
TOTAL BERMUDES			435 291,22	0,53
CANADA				
CAMECO CORP	USD	14 428	578 134,27	0,71
TOTAL CANADA			578 134,27	0,71
DANEMARK				
ROCKWOOL A/S-B SHS	DKK	2 702	822 048,54	1,00
VESTAS WIND SYSTEMS A/S	DKK	55 089	1 425 607,00	1,75
TOTAL DANEMARK			2 247 655,54	2,75
ESPAGNE				
CAIXABANK S.A.	EUR	227 903	1 023 968,18	1,26
IBERDROLA SA	EUR	136 497	1 569 033,02	1,92
TOTAL ESPAGNE			2 593 001,20	3,18
FINLANDE				
NESTE OYJ	EUR	20 054	503 355,40	0,62
TOTAL FINLANDE			503 355,40	0,62
FRANCE				
AIR LIQUIDE	EUR	8 492	1 637 597,28	2,00
ARKEMA	EUR	10 547	1 028 754,38	1,26
BNP PARIBAS	EUR	18 003	1 185 677,58	1,46
BUREAU VERITAS SA	EUR	24 716	698 968,48	0,85
CREDIT AGRICOLE	EUR	66 296	915 945,54	1,12
DASSAULT SYST.	EUR	20 560	843 782,40	1,03
GAZTRANSPORT ET TECHNIGA SA	EUR	12 230	1 693 855,00	2,08
MERSEN	EUR	23 422	853 731,90	1,05
NEOEN SA	EUR	39 050	1 024 672,00	1,26
NEXANS SA	EUR	16 548	1 603 501,20	1,97
RENAULT SA	EUR	42 511	1 989 302,25	2,44
SAINT-GOBAIN	EUR	22 051	1 586 128,43	1,94

3.12. INVENTAIRE DÉTAILLÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS EN EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
SCHNEIDER ELECTRIC SE	EUR	7 080	1 484 322,00	1,82
SEB	EUR	6 897	817 984,20	1,00
SODEXO / EX SODEXHO ALLIANCE	EUR	10 679	848 766,92	1,04
SPIE SA	EUR	44 984	1 566 342,88	1,92
THALES	EUR	7 636	1 206 869,80	1,48
TOTALENERGIES SE	EUR	31 138	1 976 328,86	2,43
UNIBAIL-RODAMCO-WESTFIELD	EUR	15 852	1 180 974,00	1,45
VEOLIA ENVIRONNEMENT	EUR	71 821	2 163 966,73	2,65
VINCI SA	EUR	9 095	1 080 122,20	1,33
TOTAL FRANCE			27 387 594,03	33,58
IRLANDE				
BANK OF IRELAND GROUP PLC	EUR	101 247	956 784,15	1,18
SMURFIT KAPPA GROUP PLC	GBP	10 490	444 086,07	0,54
TOTAL IRLANDE			1 400 870,22	1,72
ITALIE				
ENEL SPA	EUR	220 523	1 349 380,24	1,65
ERG SPA	EUR	62 896	1 464 218,88	1,80
PRYSMIAN SPA	EUR	25 929	1 254 704,31	1,54
SNAM	EUR	255 798	1 119 372,05	1,37
TOTAL ITALIE			5 187 675,48	6,36
LUXEMBOURG				
APERAM	EUR	21 986	643 969,94	0,79
SUBSEA 7	NOK	121 410	1 790 691,13	2,20
TOTAL LUXEMBOURG			2 434 661,07	2,99
NORVEGE				
SCATEC SOLAR	NOK	157 349	970 401,77	1,19
TOTAL NORVEGE			970 401,77	1,19
PAYS-BAS				
AALBERTS INDUSTRIES	EUR	36 593	1 631 681,87	2,00
ALFEN BEHEER BV	EUR	16 348	817 400,00	1,00
ARCADIS	EUR	23 295	1 321 991,25	1,62
ASM INTERNATIONAL NV	EUR	2 045	1 157 265,50	1,42
ASML HOLDING NV	EUR	2 248	2 005 665,60	2,46
BE SEMICONDUCTOR INDUSTRIES	EUR	5 727	812 661,30	1,00
NN GROUP NV	EUR	35 842	1 534 754,44	1,88
SBM OFFSHORE	EUR	81 202	1 200 977,58	1,47
TOTAL PAYS-BAS			10 482 397,54	12,85
PORTUGAL				
ELEC DE PORTUGAL	EUR	231 743	836 592,23	1,03
TOTAL PORTUGAL			836 592,23	1,03
ROYAUME-UNI				
ANGLO AMERICAN	GBP	39 217	895 143,74	1,10
BERKELEY GROUP HOLDINGS/THE	GBP	15 490	861 904,10	1,06
TOTAL ROYAUME-UNI			1 757 047,84	2,16
SUISSE				
ABB LTD	CHF	32 262	1 383 836,96	1,69
DSM-FIRMENICH AG	EUR	8 604	906 861,60	1,12
SIKA AG-REG	CHF	4 937	1 357 851,94	1,66

3.12. INVENTAIRE DÉTAILLÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS EN EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
STMICROELECTRONICS NV	EUR	30 467	1 216 242,64	1,49
TOTAL SUISSE			4 864 793,14	5,96
TOTAL Actions et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé			73 632 899,65	90,29
TOTAL Actions et valeurs assimilées			73 632 899,65	90,29
Organismes de placement collectif				
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays				
ALLEMAGNE				
ISHARES STOXX EUROPE 600 HEALTH CARE	EUR	14 320	1 640 499,20	2,01
ISHARES STOXX EUROPE 600 INSURANCE	EUR	42 855	1 633 632,60	2,00
TOTAL ALLEMAGNE			3 274 131,80	4,01
FRANCE				
ISHS 600BR(DE) ANTEILE	EUR	12 869	721 050,07	0,89
SIENNA MONETAIRE ISR A	EUR	3 222,087	394 079,25	0,48
TOTAL FRANCE			1 115 129,32	1,37
IRLANDE				
iShares MSCI EMU ESG Screened UCITS ETF EUR (Acc)	EUR	175 814	1 453 102,71	1,78
TOTAL IRLANDE			1 453 102,71	1,78
TOTAL OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays			5 842 363,83	7,16
TOTAL Organismes de placement collectif			5 842 363,83	7,16
Instruments financier à terme				
Engagements à terme fermes				
Engagements à terme fermes sur marché réglementé ou assimilé				
EURO BUND 0624	EUR	15	11 700,00	0,02
TOTAL Engagements à terme fermes sur marché réglementé ou assimilé			11 700,00	0,02
TOTAL Engagements à terme fermes			11 700,00	0,02
TOTAL Instruments financier à terme			11 700,00	0,02
Appel de marge				
APPEL MARGE B.P.S.S.	EUR	-11 700	-11 700,00	-0,02
TOTAL Appel de marge			-11 700,00	-0,02
Créances			252 982,36	0,31
Dettes			-95 002,50	-0,11
Comptes financiers			1 920 392,29	2,35
Actif net			81 553 635,63	100,00

Parts SIENNA ACTIONS TRANSITION CLIMAT ISR MC	EUR	179,56673	106,77000
Parts SIENNA ACTIONS TRANSITION CLIMAT ISR A	EUR	137 029,89181	595,01000